

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1939

24 août 2011

SOMMAIRE

2L import	93068	Holding Bigonville S.A.H.	93046
Agence Financière d'Investissements	93026	Hutchison Asia Telecommunications Fi-	
Azzap S.à r.l.	93027	nance S.à r.l.	93071
BB Groupe S.A.	93071	Icarus Shipping S.A.	93069
Beim Oscar S.à r.l.	93045	Icarus Shipping S.A.	93069
Bellatrix Finance S.à r.l.	93028	Immofund S.A.	93069
Boord-Laman S.A., SPF	93070	Informatique Lux SA	93046
Bull's-Eye Property Lux II SA	93070	International Toys S.A.	93069
Bull's-Eye Property Lux SA	93070	Landmark Investments S.à r.l.	93069
Business Consult S.A.	93045	Longridge Investment S.A.	93070
Clarenville CDO S.A.	93026	Morgan Stanley Luxembourg International	
EIK Financiële Maatschappij S.A.	93068	Reinsurance S.A.	93026
Elle Tao Sàrl	93046	Morgan Stanley Luxembourg Reinsurance	
Entreprise Serge Bressaglia Sàrl	93068	S.A.	93027
EPIC (Magistrate Finance) S.A.	93026	Nayhe S.à r.l.	93071
European Retail Venture S.A.	93068	Nouvelle Société Vins du Portugal S.à r.l.	
EuroSITQ	93028	93029
Extravagance S. à r.l.	93072	Petrusse European Clo S.A.	93028
Fairacre Plus 1 (Lux) S.à r.l.	93072	PHV. s.à r.l.	93046
Fera Investment S. à r. l.	93072	RMF Euro CDO S.A.	93028
Fiduciaire Générale de Marnach S.à r.l. ..	93072	UBS (Lux) Bond Sicav	93047
Fiduciaire Générale du Nord S.A.	93072	UBS (Lux) Sicav 2	93029
Gateway III - Euro CLO S.A.	93027	Urbafin	93047
GSC European CDO II S.A.	93070	Vitrauto S.A.	93047
GSC European CDO I-R S.A.	93027	Walux Bioenergy	93047
Hasparen S.A.	93068	Yield Invest s.à r.l.	93044
Héméra-Ingénierie	93046	Zeclat SPF S.A.	93045
Hilcrest LX S.à r.l.	93071	Zeus Recovery Fund SA	93044
Hi-Q Labs	93071	Zöllner - Fensterbau S.à r.l.	93045

Clarenville CDO S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 86.222.

Le siège social du réviseur d'entreprises L'Alliance Révision SARL est situé depuis le 1^{er} juin 2011 au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Référence de publication: 2011077715/15.

(110086803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

EPIC (Magistrate Finance) S.A., Société Anonyme.**Capital social: GBP 22.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 102.781.

Le siège social du réviseur d'entreprises L'Alliance Révision SARL est situé depuis le 1^{er} juin 2011 au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Référence de publication: 2011077750/15.

(110086802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

Morgan Stanley Luxembourg International Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 39.013.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2011090174/12.

(110100529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Agence Financière d'Investissements, Société Anonyme.

Siège social: L-2270 Luxembourg, 14, rue d'Orval.
R.C.S. Luxembourg B 154.606.

Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aloyse BIEL

Notaire

Référence de publication: 2011090227/11.

(110101352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Gateway III - Euro CLO S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 111.351.

Le siège social du réviseur d'entreprises L'Alliance Révision SARL est situé depuis le 1^{er} juin 2011 au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Référence de publication: 2011077780/15.

(110086807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

GSC European CDO I-R S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 121.372.

Le siège social du réviseur d'entreprises L'Alliance Révision SARL est situé depuis le 1^{er} juin 2011 au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Référence de publication: 2011077804/15.

(110086806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

Morgan Stanley Luxembourg Reinsurance S.A., Société Anonyme.Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 56.772.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2011090175/12.

(110100530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Azzap S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 112.234.

Le Bilan du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090255/11.

(110101659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Petrusse European Clo S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 100.018.

Le siège social du réviseur d'entreprises L'Alliance Révision SARL est situé depuis le 1^{er} juin 2011 au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Référence de publication: 2011077948/15.

(110086810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

RMF Euro CDO S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 86.365.

Le siège social du réviseur d'entreprises L'Alliance Révision SARL est situé depuis le 1^{er} juin 2011 au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Référence de publication: 2011077971/15.

(110086809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

Bellatrix Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 150.752.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2010 ainsi que le rapport du réviseur d'entreprise ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2011.

Bellatrix Finance S.à r.l.

Référence de publication: 2011090256/12.

(110102052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

EuroSITQ, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 83.103.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011090306/11.

(110101563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Nouvelle Société Vins du Portugal S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4640 Differdange, 19, avenue d'Obercorn.
R.C.S. Luxembourg B 107.382.

—
Assemblée Générale Extraordinaire du 3 juin 2011

Ordre du jour:

1. Démission du gérant
2. Nomination du nouveau gérant technique

Résolutions prises:

Les associés:

1) Monsieur Michel ALVES RIBEIRO, commerçant, né à Differdange, le 13 octobre 1980, demeurant à L-4591 Differdange, 1, rue des Jardins;

2) Monsieur Alexandrino ALVES RIBEIRO, ouvrier, né à Teixeira Baião (Portugal), le 8 janvier 1983, demeurant à L-4591 Differdange, 1, rue des Jardins

de la société à responsabilité limitée NOUVELLE SOCIÉTÉ VINS DU PORTUGAL, ayant son siège social à L-4640 Differdange, 19, avenue d'Obercorn,

Ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

La société a pris connaissance de la démission de Monsieur Alexandrino ALVES RIBEIRO de sa fonction de gérant.

Deuxième résolution:

Est nommé nouveau gérant technique de la société, Monsieur Michel ALVES RIBEIRO, né à Differdange, le 13 octobre 1980, demeurant à L-4591 Differdange, 1, rue des Jardins.

Fait à Differdange, le 3 juin 2011, en 2 exemplaires.

Michel ALVES RIBEIRO / Alexandrino ALVES RIBEIRO.

Référence de publication: 2011078981/26.

(110087010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2011.

UBS (Lux) Sicav 2, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.504.

—
Im Jahr zweitausendundelf, am zehnten Juni, um 17.00 Uhr.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, wurde eine außerordentliche Hauptversammlung (die "Versammlung") der Aktionäre der UBS (Lux) SICAV 2 (die „Gesellschaft“) abgehalten, eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à Capital Variable), mit Sitz in 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 109.504 und gegründet nach luxemburgischem Recht durch Urkunde vom 15. Juli 2005 und deren Satzung (die "Satzung") zum ersten Mal im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") am 28. Juli 2005 unter der Nummer 752, auf Seite 36.059 veröffentlicht wurde.

Die Versammlung steht unter dem Vorsitz von Herrn Benjamin Wacker, mit beruflicher Anschrift in L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, welcher zur Schriftführerin Frau Noëlle Schank, mit beruflicher Anschrift in L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, bestimmt.

Die Versammlung wählt zur Stimmzählerin Frau Noëlle Schank, mit beruflicher Anschrift in L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Nachdem der Versammlungsvorstand somit eingesetzt wurde, erklärt der Vorsitzende und bittet den Notar zu beurkunden, dass:

I. die anwesenden oder vertretenen Aktionäre und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind aus der Anwesenheitsliste zu entnehmen, welche von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben werden. Diese Liste wird, nachdem sie von den erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde, dieser Urkunde beigelegt bleiben um mir ihr bei den zuständigen Behörden hinterlegt zu werden. Die Vollmacht blieb der Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 6. Mai 2010 beigelegt.

II. eine Einberufung, einschließlich der obigen Tagesordnung, wurde am 9. und 25. Mai 2011 im Mémorial, im Luxemburger Wort und im Tageblatt veröffentlicht;

III. aus der Anwesenheitsliste folgt, dass 10 Aktien von insgesamt 48.889.466,928 Aktien auf der Versammlung vertreten sind;

IV. Eine erste Generalversammlung, einberufen durch die im Protokoll der Generalversammlung angegebenen Vorladungen, mit derselben Tagesordnung, welche abgehalten wurde am 6. Mai 2011, konnte nicht rechtsgültig abstimmen mangels fehlenden Quorums.

V. die Versammlung daher ordnungsgemäß zusammengetreten ist und wirksam über die Tagesordnungspunkte beraten und beschließen kann;

VI. die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

1. Anpassung von Artikel 4 und einer Reihe anderer Artikel der Satzung, um Verweise auf das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen durch Verweise auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen zu ersetzen. Artikel 4 der Satzung wird folgendermassen lauten:

“Ausschliesslicher Unternehmensgegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses Unternehmensgegenstandes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne nach Massgabe der Bestimmungen von Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen, in der jeweils geltenden Fassung (das "Gesetz von 2010")."

2. Anpassung einer Reihe von Artikeln der Satzung an den Wortlaut des aktuellen Verkaufsprospekts der Gesellschaft, der von der luxemburgischen Finanzaufsichtsbehörde (die "CSSF") genehmigt wurde, in Bezug auf:

- die Zusammenlegung und gemeinsame Verwaltung des Vermögens zweier oder mehrerer Teilfonds;
- die Ausgabe von Aktien verschiedener Kategorien und von Globalurkunden;
- den Erstausgabepreis im Falle von neu aufgelegten Teilfonds, Aktienklassen oder Aktienkategorien;
- die Bestimmung des Nettovermögenswertes der Gesellschaft, ihrer Teilfonds und Aktienklassen;
- Anpassungen des Nettoinventarwerts von Teilfonds bzw. Aktienklassen, wenn die Gesamtzahl der Zeichnungs- und Rücknahmeanträge aller Aktienklassen eines Teilfonds an einem Handelstag zu einem Nettokapitalzu- oder -abfluss (sogenanntes "Swing-Pricing") führt;
- die zeitweilige Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien;
- Ermächtigung der Gesellschaft, über Kreuz in Teilfonds anzulegen;
- die Bestimmung von Quorum und Mehrheit der Hauptversammlung an einem Registertag vor der Hauptversammlung und
- Einfügung flexiblerer Regelungen für die Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds.

3. Neufassung der Satzung, um die verschiedenen Änderungen zu inkorporieren, die von der außerordentlichen Hauptversammlung beschlossen wurden.

4. Verschiedenes.

Nach sorgfältiger Beratung fast die Versammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Versammlung BESCHLIESST Artikel 4 und eine Reihe anderer Artikel der Satzung anzupassen, um Verweise auf das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen durch Verweise auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen zu ersetzen. Artikel 4 der Satzung wird folgendermassen lauten:

“Ausschliesslicher Unternehmensgegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses Unternehmensgegenstandes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne nach Massgabe der Bestimmungen von Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen, in der jeweils geltenden Fassung (das "Gesetz von 2010")."

Zweiter Beschluss

Die Versammlung BESCHLIESST die Anpassung einer Reihe von Artikeln der Satzung an den Wortlaut des aktuellen Verkaufsprospekts der Gesellschaft, der von der CSSF genehmigt wurde, in Bezug auf:

- die Zusammenlegung und gemeinsame Verwaltung des Vermögens zweier oder mehrerer Teilfonds;
- die Ausgabe von Aktien verschiedener Kategorien und von Globalurkunden;
- den Erstausgabepreis im Falle von neu aufgelegten Teilfonds, Aktienklassen oder Aktienkategorien;
- die Bestimmung des Nettovermögenswertes der Gesellschaft, ihrer Teilfonds und Aktienklassen;
- Anpassungen des Nettoinventarwerts von Teilfonds bzw. Aktienklassen, wenn die Gesamtzahl der Zeichnungs- und Rücknahmeanträge aller Aktienklassen eines Teilfonds an einem Handelstag zu einem Nettokapitalzu- oder -abfluss (sogenanntes "Swing-Pricing") führt;

- die zeitweilige Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien;
- Ermächtigung der Gesellschaft, über Kreuz in Teilfonds anzulegen;
- die Bestimmung von Quorum und Mehrheit der Hauptversammlung an einem Registertag vor der Hauptversammlung und
- Einfügung flexiblerer Regelungen für die Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds.

Dritter Beschluss

Die Versammlung BESCHLIESST die Neufassung der Satzung, um die verschiedenen Änderungen zu inkorporieren, die von der außerordentlichen Hauptversammlung beschlossen wurden:

KOORDINIERTER SATZUNG

A. Firmenname, Sitz, Dauer und Unternehmensgegenstand

Art. 1. Firmenname. Es besteht eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable» oder «SICAV») unter der Firma «UBS (Lux) SICAV 2».

Art. 2. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Grossherzogtum Luxemburg. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können durch Beschluss des Verwaltungsrates entweder im Grossherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass aussergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig in das Ausland verlagert werden, bis die aussergewöhnlichen Umstände geendet haben; solche provisorischen Massnahmen haben auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss; die Gesellschaft wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Unternehmensgegenstand. Ausschliesslicher Unternehmensgegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses Unternehmensgegenstandes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne nach Massgabe der Bestimmungen von Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen, in der jeweils geltenden Fassung (das „Gesetz von 2010“).

B. Gesellschaftskapital, Aktien, Nettovermögenswert

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Kapital der Gesellschaft ist in volleingezahlte Aktien ohne Nennwert eingeteilt und entspricht jederzeit dem Wert des in Absatz 7 definierten Gesamtnettovermögens gemäss Artikel 10 dieser Satzung («Gesamtnettovermögenswert»).

Gemäss Artikel 7 ausgegebene Aktien können durch Beschluss des Verwaltungsrates in verschiedene Aktienklassen unterteilt werden.

Der Verwaltungsrat kann innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen mit spezifischen Merkmalen ausgeben, zum Beispiel mit (i) einer spezifischen Ausschüttungspolitik, wie ausschüttende oder kapitalisierende Aktien oder (ii) einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Ausgabe und Rücknahme oder (iii) einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Anlage- oder Beratungsgebühr oder (iv) mit verschiedenen Rechnungswährungen sowie mit anderen spezifischen Merkmalen, welche zur gegebenen Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt werden werden.

Der Verwaltungsrat wird für jede Aktienklasse oder für mehrere Aktienklassen Vermögenseinheiten als Teilfonds («compartiments») im Sinne des Artikels 181 des Gesetzes von 2010 bilden.

Das Gründungskapital beträgt 31 000 EUR (einunddreissigtausend EURO) und ist in 31 (einunddreissig) Aktien ohne Nennwert eingeteilt, welche dem Teilfonds UBS (Lux) Sicav 2 -Medium Term Bond EUR angehören. Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe von Anteilen von Teilfonds werden in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten entsprechend der für den jeweiligen Teilfonds durch den Verwaltungsrat festgelegten Anlagepolitik und im Einklang mit den durch das Gesetz von 2010 oder durch Beschluss des Verwaltungsrates festgelegten Anlagebeschränkungen angelegt.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt EUR 1 250 000 (Einmillionzweihundertfünfzigtausend). Dieser Betrag ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft durch die Aufsichtsbehörde zu erreichen.

Um das Kapital der Gesellschaft zu bestimmen, wird das Nettovermögen, welches einem Teilfonds zuzurechnen ist, falls es nicht in EUR ausgedrückt ist, in EUR umgerechnet und das Gesellschaftskapital entspricht jederzeit der Gesamtheit der Nettovermögen sämtlicher Teilfonds («Gesamtnettovermögen»).

Zur effizienten Verwaltung darf die Gesellschaft eine interne Zusammenlegung und/oder die gemeinsame Verwaltung von Vermögenswerten bestimmter Teilfonds zulassen. In diesem Fall werden Vermögenswerte verschiedener Teilfonds

gemeinsam verwaltet. Die unter gemeinsamer Verwaltung stehenden Vermögenswerte werden als "Pool" bezeichnet, wobei diese Pools jedoch ausschliesslich zu internen Verwaltungszwecken verwendet werden. Die Pools stellen keine separaten Einheiten dar und sind für Aktionäre nicht direkt zugänglich.

Pooling

Die Gesellschaft kann die Gesamtheit oder einen Teil des Portfoliovermögens zweier oder mehrerer Teilfonds (zu diesem Zweck als "beteiligte Teilfonds" bezeichnet) in Form eines Pools anlegen und verwalten. Ein solcher Vermögenspool wird gebildet, indem von jedem beteiligten Teilfonds Barmittel oder sonstige Vermögenswerte (sofern diese Vermögenswerte mit der Anlagepolitik des betreffenden Pools in Einklang stehen) auf den Vermögenspool übertragen werden. Danach kann die Gesellschaft jeweils weitere Übertragungen auf die einzelnen Vermögenspools vornehmen. Ebenso können einem beteiligten Teilfonds Vermögenswerte bis zur Höhe seiner Beteiligung rückübertragen werden.

Der Anteil eines beteiligten Teilfonds am jeweiligen Vermögenspool wird durch Bezugnahme auf fiktive Einheiten gleichen Wertes bewertet. Bei Einrichtung eines Vermögenspools wird die Gesellschaft den Anfangswert der fiktiven Einheiten festlegen (in einer Währung, die die Gesellschaft für geeignet erachtet) und jedem beteiligten Teilfonds fiktive Einheiten im Gesamtwert der von ihm eingebrachten Barmittel (oder anderen Vermögenswerten) zuweisen. Danach wird der Wert der fiktiven Einheiten ermittelt, indem das Nettovermögen des Vermögenspools durch die Anzahl der bestehenden fiktiven Einheiten geteilt wird.

Werden zusätzliche Barmittel oder Vermögenswerte in einen Vermögenspool eingebracht oder diesem entnommen, so erhöhen bzw. verringern sich die dem betreffenden beteiligten Teilfonds zugewiesenen fiktiven Einheiten jeweils um eine Zahl, die durch Division des eingebrachten oder entnommenen Barbetrages oder Vermögenswertes durch den aktuellen Wert der Beteiligung des beteiligten Teilfonds an dem Pool ermittelt wird. Erfolgt eine Barmittelinlage in den Vermögenspool, so wird diese zu Berechnungszwecken um einen Betrag verringert, den die Gesellschaft für angemessen erachtet, um den mit der Anlage der betreffenden Barmittel gegebenenfalls verbundenen Steueraufwendungen sowie Abschluss- und Erwerbskosten Rechnung zu tragen. Bei einer Barentnahme kann ein entsprechender Abzug vorgenommen werden, um den mit der Veräusserung von Wertpapieren oder sonstigen Vermögenswerten des Vermögenspools gegebenenfalls verbundenen Kosten Rechnung zu tragen.

Dividenden, Zinsen und sonstige ertragsartige Ausschüttungen, die auf die Vermögenswerte eines Vermögenspools erzielt werden, werden dem betreffenden Vermögenspool zugerechnet und führen dadurch zu einer Erhöhung des jeweiligen Nettovermögens. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft werden die Vermögenswerte eines Vermögenspools den beteiligten Teilfonds im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Beteiligung am Vermögenspool zugewiesen.

Gemeinsame Verwaltung

Um die Betriebs- und Verwaltungskosten zu senken und gleichzeitig eine breitere Diversifizierung der Anlagen zu ermöglichen, kann die Gesellschaft beschliessen, einen Teil oder die Gesamtheit der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds gemeinsam mit Vermögenswerten zu verwalten, die anderen Teilfonds zuzuweisen sind oder zu anderen Organismen für gemeinsame Anlagen gehören. In den folgenden Abschnitten bezeichnet der Begriff "gemeinsam verwaltete Einheiten" die Gesellschaft und jeden ihrer Teilfonds sowie alle Einheiten, mit bzw. zwischen denen gegebenenfalls eine Vereinbarung für eine gemeinsame Verwaltung bestehen würde; der Begriff "gemeinsam verwaltete Vermögenswerte" bezieht sich auf die gesamten Vermögenswerte dieser gemeinsam verwalteten Einheiten, die entsprechend der vorgenannten Vereinbarung für eine gemeinsame Verwaltung verwaltet werden.

Im Rahmen der Vereinbarung über eine gemeinsame Verwaltung ist der jeweilige Portfolio Manager berechtigt, auf konsolidierter Basis für die betreffenden gemeinsam verwalteten Einheiten Entscheidungen zu Anlagen und Anlageveräusserungen zu treffen, die Einfluss auf die Zusammensetzung des Portfolios der Gesellschaft und ihrer Teilfonds haben. Jede gemeinsam verwaltete Einheit hält einen Anteil an den gemeinsam verwalteten Vermögenswerten, der sich nach dem Anteil ihres Nettovermögens am Gesamtwert der gemeinsam verwalteten Vermögenswerte richtet. Diese anteilige Beteiligung (zu diesem Zweck als "Beteiligungsverhältnis" bezeichnet) gilt für alle Anlagekategorien, die im Rahmen der gemeinsamen Verwaltung gehalten oder erworben werden. Entscheidungen zu Anlagen und/oder Anlageveräusserungen haben keinen Einfluss auf dieses Beteiligungsverhältnis, und weitere Anlagen werden den gemeinsam verwalteten Einheiten im selben Verhältnis zugeteilt. Im Falle des Verkaufs von Vermögenswerten werden diese anteilig von den gemeinsam verwalteten Vermögenswerten in Abzug gebracht, die von den einzelnen gemeinsam verwalteten Einheiten gehalten werden.

Bei Neuzeichnungen bei einer der gemeinsam verwalteten Einheiten werden die Zeichnungserlöse den gemeinsam verwalteten Einheiten entsprechend dem geänderten Beteiligungsverhältnis zugeteilt, das sich aus der Erhöhung des Nettovermögens der gemeinsam verwalteten Einheit ergibt, bei der die Zeichnungen eingegangen sind, und die Höhe der Anlagen wird durch die Übertragung von Vermögenswerten von der einen gemeinsam verwalteten Einheit auf die andere geändert, und somit an die geänderten Beteiligungsverhältnisse angepasst. Analog dazu werden bei Rücknahmen bei einer der gemeinsam verwalteten Einheiten die erforderlichen Barmittel von den Barmitteln der gemeinsam verwalteten Einheiten entsprechend dem geänderten Beteiligungsverhältnis entnommen, das sich aus der Verminderung des Nettovermögens der gemeinsam verwalteten Einheit ergibt, bei der die Rücknahmen erfolgt sind, und in diesem Fall wird die jeweilige Höhe aller Anlagen an die geänderten Beteiligungsverhältnisse angepasst.

Die Aktionäre werden darauf hingewiesen, dass die Vereinbarung über eine gemeinsame Verwaltung dazu führen kann, dass die Zusammensetzung des Vermögens des jeweiligen Teilfonds durch Ereignisse beeinflusst werden kann, die andere

gemeinsam verwaltete Einheiten betreffen, wie z.B. Zeichnungen und Rücknahmen, es sei denn, die Gesellschaft oder eine der von der Gesellschaft beauftragten Stellen ergreifen besondere Massnahmen. Wenn alle anderen Aspekte unverändert bleiben, haben daher Zeichnungen, die bei einer mit dem Teilfonds gemeinsam verwalteten Einheit eingehen, eine Erhöhung der Barreserve dieses Teilfonds zur Folge. Umgekehrt führen Rücknahmen bei einer mit dem Teilfonds gemeinsam verwalteten Einheit zu einer Verringerung der Barreserven dieses Teilfonds. Zeichnungen und Rücknahmen können jedoch auf dem Sonderkonto geführt werden, das für jede gemeinsam verwaltete Einheit ausserhalb der Vereinbarung über eine gemeinsame Verwaltung eröffnet wird, und über das Zeichnungen und Rücknahmen laufen müssen. Aufgrund der Möglichkeit, umfangreiche Zeichnungen und Rücknahmen auf diesen Sonderkonten zu verbuchen, sowie der Möglichkeit, dass die Gesellschaft oder die von ihr beauftragten Stellen jederzeit beschliessen können, die Beteiligung des Teilfonds an der Vereinbarung über eine gemeinsame Verwaltung zu beenden, kann der jeweilige Teilfonds Umschichtungen seines Portfolios vermeiden, wenn durch derartige Umschichtungen die Interessen der Gesellschaft, ihrer Teilfonds und ihrer Aktionäre beeinträchtigt werden könnten.

Wenn eine Änderung in der Zusammensetzung des Portfolios der Gesellschaft oder eines oder mehrerer ihrer jeweiligen Teilfonds infolge von Rücknahmen oder Zahlungen von Gebühren und Kosten, die einer anderen gemeinsam verwalteten Einheit zuzurechnen sind (d.h. die nicht der Gesellschaft oder dem betreffenden Teilfonds zugerechnet werden können), dazu führen könnte, dass gegen die für die Gesellschaft oder den jeweiligen Teilfonds geltenden Anlagebeschränkungen verstossen wird, werden die jeweiligen Vermögenswerte vor Durchführung der Änderung aus der Vereinbarung über eine gemeinsame Verwaltung ausgeschlossen, damit diese von den daraus resultierenden Anpassungen nicht betroffen sind.

Gemeinsam verwaltete Vermögenswerte von Teilfonds werden jeweils nur gemeinsam mit solchen Vermögenswerten verwaltet, die nach denselben Anlagezielen angelegt werden sollen, die auch für die gemeinsam verwalteten Vermögenswerte gelten, um sicherzustellen, dass Anlageentscheidungen in jeder Hinsicht mit der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds vereinbar sind. Gemeinsam verwaltete Vermögenswerte dürfen nur mit solchen Vermögenswerten gemeinsam verwaltet werden, für die derselbe Portfolio Manager befugt ist, die Entscheidungen zu Anlagen bzw. Anlageveräusserungen zu treffen, und für die die Depotbank ebenfalls als Verwahrstelle fungiert, um sicherzustellen, dass die Depotbank in der Lage ist, gegenüber der Gesellschaft und ihren Teilfonds ihre Funktionen und Verantwortungen, die sie gemäss dem Gesetz von 2010 und gesetzlichen Anforderungen hat, in jeder Hinsicht wahrzunehmen. Die Depotbank hat die Vermögenswerte der Gesellschaft stets gesondert von den Vermögenswerten der anderen gemeinsam verwalteten Einheiten zu verwahren; hierdurch kann sie die Vermögenswerte jedes einzelnen Teilfonds jederzeit genau bestimmen. Da die Anlagepolitik der gemeinsam verwalteten Einheiten nicht genau mit der Anlagepolitik eines Teilfonds übereinstimmen muss, ist es möglich, dass infolgedessen die gemeinsame Anlagepolitik restriktiver ist als die des Teilfonds.

Die Gesellschaft kann jederzeit und ohne vorherige Mitteilung beschliessen, die Vereinbarung über eine gemeinsame Verwaltung zu beenden.

Die Aktionäre können sich jederzeit am eingetragenen Sitz der Gesellschaft nach dem Prozentsatz der gemeinsam verwalteten Vermögenswerte und der Einheiten erkundigen, mit denen zum Zeitpunkt ihrer Anfrage eine solche Vereinbarung über eine gemeinsame Verwaltung besteht.

In den Jahresberichten sind die Zusammensetzung und die Prozentsätze der gemeinsam verwalteten Vermögenswerte anzugeben.

Vereinbarungen über eine gemeinsame Verwaltung mit nicht-luxemburgischen Einheiten sind zulässig, sofern (i) die Vereinbarung über eine gemeinsame Verwaltung, an der die nicht-luxemburgische Einheit beteiligt ist, Luxemburger Recht und Luxemburger Rechtsprechung unterliegt oder (ii) jede gemeinsam verwaltete Einheit mit derartigen Rechten ausgestattet ist, dass kein Gläubiger und kein Insolvenz- oder Konkursverwalter der nicht-luxemburgischen Einheit Zugriff auf die Vermögenswerte hat oder ermächtigt ist, diese einzufrieren.

Art. 6. Aktien. Der Verwaltungsrat bestimmt, ob die Gesellschaft Aktien als Namensaktien oder in Inhaberform ausgeben wird. Falls Inhabertifikate einer Aktienklasse eines Teilfonds ausgegeben werden, legt der Verwaltungsrat die entsprechende Stückelung fest. Falls der Verwaltungsrat beschliesst Inhaberaktien auszugeben, werden diese grundsätzlich in Form von Globalurkunden dokumentiert. Es ist nicht vorgesehen, dass zusätzlich Inhabertifikate ausgegeben werden, es sei denn es liegen aussergewöhnliche Umstände vor. Falls Inhaberaktien ausgegeben werden, werden diese von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben. Eine oder beide dieser Unterschriften können gemäss Beschluss des Verwaltungsrates per Faksimile erstellt werden. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in einer Form ausgeben, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt.

Alle Namensaktien der Gesellschaft sind in das Aktienregister einzutragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen für die Gesellschaft geführt wird. Dieses Aktienregister wird den Namen von jedem Inhaber von Namensaktien, seinen Wohnort oder eine sonstige mit der Gesellschaft vereinbarte Anschrift, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie deren Nummern und den Teilfonds und die Aktienklasse dieser Aktien beinhalten. Jede Übertragung oder sonstiger Rechtsübergang einer Namensaktie ist in das Aktienregister einzutragen.

Die Eintragung in das Aktienregister belegt das Eigentum an den Namensaktien. Die Gesellschaft bestimmt, ob ein Zertifikat über die Eintragung ausgestellt wird, oder ob der Aktionär eine schriftliche Aktienbestätigung erhält.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch Übergabe des Aktienzertifikats oder der Aktienzertifikate (falls solche ausgestellt wurden) an die Gesellschaft zusammen mit anderen Urkunden, welche der Gesellschaft in ausreichender

Weise die Übertragung belegen, oder durch eine Übertragungserklärung, welche im Aktienregister eingetragen und vom Übertragenden und vom Empfänger oder von Personen, welche hierfür Vollmacht haben, unterzeichnet und datiert werden.

Falls eine Aktie auf den Namen von mehreren Personen eingetragen ist, gilt der erste im Register eingetragene Aktionär als Bevollmächtigter sämtlicher anderer Miteigentümer und ist als einziger berechtigt, Mitteilungen seitens der Gesellschaft zu erhalten.

Im Fall von Inhaberaktien ist die Gesellschaft berechtigt, den Inhaber und, im Fall von Namensaktien, die Person, auf deren Namen die Aktien im Aktienregister eingetragen sind, als den vollberechtigten Eigentümer der Aktien anzusehen. Die Gesellschaft kann im Rahmen sämtlicher, diese Aktien betreffenden Massnahmen ausschliesslich den vorerwähnten, keinesfalls aber dritten Personen gegenüber verpflichtet werden. Sie ist befugt, alle Rechte, Interessen oder Ansprüche von anderen als den in Satz 1 erwähnten Personen hinsichtlich dieser Aktien als nicht bestehend anzusehen; dies schliesst jedoch nicht das Recht einer dritten Person aus, die ordnungsgemässe Eintragung einer Namensaktie oder eine Änderung dieser Eintragung zu verlangen.

Falls ein Aktionär keine Adresse angibt, wird dies im Aktienregister vermerkt und als Adresse dieses Aktionärs gilt dann der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft ins Aktienregister eingetragene Adresse, und dies so lange, bis dieser Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktienregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung der Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Adresse, welche von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmt wird.

Falls ein Aktionär der Gesellschaft hinlänglich nachweist, dass sein(e) Aktienzertifikat(e) verlegt, gestohlen oder vernichtet worden ist/sind, erhält er auf Verlangen und unter Beachtung der von der Gesellschaft festgelegten Bedingungen welche allenfalls Sicherheiten vorsehen, eine Zweitausfertigung seines/seiner Aktienzertifikate(/s). Insofern es durch die anwendbaren Gesetze vorgeschrieben oder erlaubt ist und so wie es die Gesellschaft unter Berücksichtigung dieser Gesetze festgelegt hat, können diese Bedingungen eine von einer Versicherungsgesellschaft abgeschlossene Versicherung einschliessen. Bei der Ausgabe von neuen Aktienzertifikaten, auf welchen vermerkt werden muss, dass es sich um Zweitausfertigungen handelt, wird/werden die Originalurkunde(n), für welche die neue(n) Urkunde(n) ausgestellt wird/werden, ungültig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anweisung der Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die beschädigten Zertifikate werden der Gesellschaft übergeben und unmittelbar annulliert.

Die Gesellschaft kann nach freiem Ermessen den Aktionär mit den Kosten der Zweitausfertigung oder des neuen Aktienzertifikats und mit den Kosten belasten, welche der Gesellschaft bei Ausgabe und Registrierung dieser Zertifikate oder im Zusammenhang mit der Vernichtung der alten Zertifikate entstanden sind.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile ausgeben. Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Erträgen des entsprechenden Teilfonds oder der entsprechenden Aktienklasse auf einer Proratabasis. Für Inhaberaktien werden ausschliesslich Aktienzertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist jederzeit in vollem Umfang berechtigt, neue Aktien auszugeben, ohne jedoch den bestehenden Aktionären Vorzugsrechte hinsichtlich der Zeichnung der neuen Aktien zu gewähren.

Die Ausgabe von Aktien erfolgt grundsätzlich an jedem vom Verwaltungsrat gemäss den Bestimmungen der Verkaufsprospekts festgelegten Geschäftstag und werden zum Bewertungstag gemäss Artikel 10 abgewickelt. Ausgabepreis für eine Aktie ist der für jeden Teilfonds und jede entsprechende Aktienklasse gemäss Artikel 10 ermittelte Nettovermögenswert pro Aktie, oder im Fall von neu aufgelegten Teilfonds, Aktienklassen oder Aktienkategorien der Erstzeichnungspreis, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wird, zuzüglich der etwaigen für den jeweiligen Teilfonds und die jeweilige Aktienklasse durch den Verwaltungsrat festgelegten Kosten und Provisionen. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist von nicht mehr als acht Tagen nach dem betreffenden Geschäftstag zahlbar.

Der Verwaltungsrat kann in seinem eigenen Ermessen vollständige oder teilweise Naturalzeichnungen akzeptieren. In diesem Fall muss die Sacheinlage im Einklang mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds stehen. Ausserdem werden diese Anlagen durch den Abschlussprüfer der Gesellschaft geprüft. Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Anlegers.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe für jeden Teilfonds und jede Aktienklasse beschränken; insbesondere kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass Aktien ausschliesslich innerhalb einer bestimmten Frist ausgegeben werden.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit und ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien von einem/r, mehreren oder allen Teilfonds und Aktienklassen auszusetzen. Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge wird die Depotbank in solchen Fällen unverzüglich zurück erstatten.

Sollte die Ermittlung des Nettovermögenswertes eines Teilfonds von der Gesellschaft auf Grund des Artikels 11 ausgesetzt werden, so werden während dieses Zeitraums keine Aktien des betreffenden Teilfonds ausgegeben.

Zum Zweck der Ausgabe von neuen Aktien kann der Verwaltungsrat jedem Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder jeder anderen ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, die Zeichnung anzunehmen und Zahlung entgegenzunehmen sowie die Aktien auszuliefern.

Art. 8. Rücknahme und Umtausch von Aktien. Jeder Aktionär der Gesellschaft kann die Gesellschaft an jedem in den Verkaufsunterlagen näher definierten Geschäftstag auffordern, sämtliche oder einen Teil seiner Aktien an der Gesellschaft zurückzunehmen. In diesem Fall wird die Gesellschaft die Aktien, unter Berücksichtigung der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen sowie unter dem Vorbehalt der in Artikel 11 dieser Satzung vorgesehenen Aussetzung der Rücknahme durch die Gesellschaft zurückzunehmen. Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Der Aktionär erhält einen Rücknahmepreis, welcher auf Grundlage des entsprechenden Nettovermögenswertes berechnet wird und zwar im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen und denjenigen dieser Satzung und nach Massgabe den vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegten Bedingungen. Ein Rücknahmeantrag muss durch den Aktionär in unwiderruflicher schriftlicher Weise am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei Geschäftsstellen von einer von der Gesellschaft bestimmten Person (oder Institution) gestellt werden. Im Fall von Aktien, für welche Zertifikate ausgegeben wurden, müssen die Aktienzertifikate mit dem Rücknahmeantrag formgerecht eingehen, unter Beifügung etwaiger Erneuerungsscheine und sämtlicher nicht fälligen Gewinnanteilscheine (im Falle von Inhaberaktien) oder eines der Gesellschaft genügenden Nachweises der Übertragung oder des Überschreibens der Aktien, im Fall von Namensaktien.

Vom Nettovermögenswert kann eine Kommission zu Gunsten der Gesellschaft oder der Vertriebsstelle und ein weiterer Betrag abgezogen werden, welcher die geschätzten Kosten und Ausgaben ausmacht, die der Gesellschaft bei einer Realisierung von Vermögenswerten in der betroffenen Vermögensmasse entstehen könnten, um das Rücknahmegesuch zu finanzieren (diese Kommission, zusammen mit dem Schätzbetrag, darf nicht mehr als drei Prozent des Nettovermögenswertes betragen).

Der Rücknahmepreis ist in der Währung, auf welche die Aktien des betreffenden Teilfonds lauten oder in einer anderen, gegebenenfalls vom Verwaltungsrat festgesetzten Währung innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist von nicht mehr als acht Tagen nach dem entsprechenden, in den Verkaufsunterlagen näher definierten Geschäftstag bzw. nach dem Tag zu zahlen, an welchem die Aktienzertifikate und sonstigen eventuellen Übertragungsdokumente bei der Gesellschaft eingegangen sind, je nachdem, welches das spätere Datum ist, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 11 dieser Satzung.

Bei massiven Rücknahmegesuchen kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschliessen, ein Rücknahmegesuch erst dann abzurechnen, wenn ohne unnötige Verzögerung entsprechende Vermögenswerte der Gesellschaft verkauft worden sind.

Jeder Aktionär kann auf Antrag den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien eines bestimmten Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds zu dem jeweiligen, für den betreffenden Teilfonds festgelegten Nettovermögenswert beantragen. Der Nettovermögenswert kann gegebenenfalls durch etwaige anfallende Kosten und durch Auf- und Abrunden entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrats berichtigt werden. Aktien einer bestimmten Aktienklasse eines Teilfonds können nicht in eine andere Aktienklasse des gleichen oder eines anderen Teilfonds umgetauscht werden, es sei denn der Verwaltungsrat hätte eine andere Entscheidung getroffen, welche in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird. Der Verwaltungsrat kann unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit der Anträge auf Umtausch Einschränkungen auferlegen und für den Umtausch eine nach freiem Ermessen im Interesse der Gesellschaft festgelegte Gebühr in Rechnung stellen.

Art. 9. Beschränkungen. Die Gesellschaft ist berechtigt, in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft näher beschriebene Massnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, dass bei Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Aktien der Gesellschaft keine als „Market-Timing“ und/oder als „Late Trading“ bekannte Geschäftspraktiken im Hinblick auf Anlagen in die Gesellschaft erfolgen.

Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft durch jede natürliche oder juristische Person beschränken oder verhindern, falls nach der Meinung der Gesellschaft ein solches Eigentum der Gesellschaft Schaden zufügen kann, oder falls er einen Verstoss gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Vorschriften bildet oder falls dadurch die Gesellschaft fremden Steuergesetzen unterworfen wird. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) es ablehnen Aktien auszugeben und es ablehnen im Aktienregister die Übertragung von Aktien einzutragen, falls es Anhaltspunkte gibt, dass eine solche Eintragung oder Übertragung dazu führt oder dazu führen kann, dass das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum dieser Aktien an Personen übertragen wird, welche vom Eigentum an Aktien ausgeschlossen sind oder Aktien in einem Umfang halten, der über einen bestimmten, vom Verwaltungsrat zu gebender Zeit festzulegenden Prozentsatz am Gesellschaftskapital hinausgeht («nicht berechnete Personen»);

b) jederzeit von Personen, deren Namen im Aktienregister eingetragen sind oder welche die Eintragung einer Aktienübertragung im Aktienregister beantragen, eine durch eidesstattliche Erklärung unterlegte Auskunft verlangen, welche sie für erforderlich hält, um entscheiden zu können, ob die Aktien der betreffenden Person sich im wirtschaftlichen Eigentum einer nicht berechtigten Person befinden oder ob diese Eintragung zu dem wirtschaftlichen Eigentum dieser Aktien von einer nicht berechtigten Person führt; und

c) es ablehnen, bei einer Hauptversammlung der Gesellschaft Stimmen einer nicht berechtigten Person anzuerkennen;

d) falls es für die Gesellschaft Anhaltspunkte gibt, dass eine nicht berechnete Person entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, vom Aktionär zwangsweise sämtliche oder diejenigen Aktien, welche von diesem Aktionär für die nicht berechnete Person gehalten werden, zurückzunehmen oder falls eine nicht berechnete Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist, zwangsweise vom Aktionär alle von diesem gehaltenen Aktien zurückzunehmen. Dies geschieht in der folgenden Art und Weise:

(1) Die Gesellschaft stellt dem Aktionär, in dessen Besitz sich solche Aktien befinden oder der im Aktienregister als Inhaber der zu kaufenden Aktien aufgeführt ist, eine Mitteilung zu (welche im folgenden «Kauferklärung» genannt wird), in welcher die zu kaufenden Aktien aufgeführt sind, sowie die Berechnungsweise des Kaufpreises und der Name des Käufers.

Eine solche Mitteilung wird dem Aktionär durch Einschreiben an die letztbekannte Adresse, oder an die Adresse, welche in den Büchern der Gesellschaft aufgeführt ist, zugestellt. Der Aktionär ist dann verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikat(e) auszuhändigen.

Nach Geschäftsschluss des in der Kauferklärung festgesetzten Tages hört der Aktionär auf, Eigentümer der in der Kauferklärung aufgeführten Aktien zu sein. Im Fall von Namensaktien wird sein Name aus dem Aktienregister gestrichen und im Fall von Inhaberaktien wird/werden das/die Aktienzertifikat(e) annulliert.

(2) Der für die Aktien zu zahlende Preis (welcher im folgenden «Kaufpreis» genannt wird) ist der Nettovermögenswert und zwar derjenige am letzten, vom Verwaltungsrat für den Rückkauf der Aktien der Gesellschaft bestimmten Bewertungstag vor dem Tag des Inkrafttretens der Kauferklärung. Es kann auch derjenige des Tages nach der Übergabe des oder der in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikate(/s) sein.

Dieser Wert wird gemäss Artikel 10 dieser Satzung und nach Abzug der darin vorgesehenen Kostenbelastung bestimmt.

(3) Die Zahlung des Kaufpreises an den früheren Eigentümer der Aktien wird normalerweise in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Aktien festgesetzten Währung geleistet. Nach seiner endgültigen Festsetzung wird dieser Preis durch die Gesellschaft bei einer (in der Kauferklärung erwähnten) in Luxemburg oder im Ausland befindlichen Bank hinterlegt und zwar zum Zwecke der Auszahlung an diesen Eigentümer gegen Übergabe des in der Kauferklärung erwähnten Aktienzertifikats zusammen mit den noch nicht fälligen Gewinnanteilscheinen.

Nach der oben beschriebenen Zustellung der Kauferklärung hat der frühere Eigentümer kein Recht mehr an diesen Aktien sowie keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder deren Aktiva in diesem Zusammenhang, mit Ausnahme des Anspruchs, den Kaufpreis (ohne Zinsen) von der erwähnten Bank zu erhalten und zwar gegen tatsächliche Übergabe des oder der Aktienzertifikate(/s) wie oben beschrieben. Beträge, die einem Aktionär gemäss diesem Absatz zustehen, welche aber nicht innerhalb einer Fünfjahresperiode von dem in der Kauferklärung festgesetzten Datum an abgefordert werden, können danach nicht mehr beansprucht werden und fallen an die Gesellschaft zurück. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, alle notwendigen Schritte zu unternehmen, um den Heimfall abzuschliessen.

(4) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass der Besitz der Aktien einer Person ungenügend nachgewiesen wurde, oder dass die Besitzverhältnisse andere waren als sie der Gesellschaft am Tag der Kauferklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

Art. 10. Ermittlung des Nettovermögenswertes. Für die Bestimmung des Ausgabe- und Rücknahmepreises wird der Nettovermögenswert jeder Aktienklasse jedes Teilfonds periodisch von der Gesellschaft gemäss den Bestimmungen des Verkaufsprospekts der Gesellschaft berechnet, und zwar nicht weniger als einmal pro Monat. Jeder solcher Tag, an welchem der Nettovermögenswert bestimmt wird, wird in dieser Satzung «Bewertungstag» genannt.

Der Nettovermögenswert jedes Teilfonds wird in der Währung des entsprechenden Teilfonds und auf eine Aktie des entsprechenden Teilfonds bezogen ausgedrückt und wird nach Vornahme der Bewertung gemäss nachfolgend aufgeführten Grundsätzen bestimmt:

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird an jedem Bewertungstag (wie im Verkaufsprospekt bestimmt) bestimmt, indem das auf den entsprechenden Teilfonds entfallende Vermögen zu einem vom Verwaltungsrat festgesetzten Zeitpunkt abzüglich der dem betreffenden Teilfonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten durch die Anzahl der am entsprechenden Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des entsprechenden Teilfonds gemäss den folgenden Bewertungsregeln dividiert wird. Der Nettovermögenswert pro Aktie darf auf die nächste Einheit in der Währung des betreffenden Teilfonds auf- oder abgerundet werden, wie vom Verwaltungsrat bestimmt.

Bei Teilfonds, für welche verschiedene Aktienklassen oder -kategorien ausgegeben wurden, wird der Nettovermögenswert pro Aktie für jede einzelne Aktienklasse und -kategorie ermittelt. Dabei wird der Nettovermögenswert eines jeden Teilfonds, welcher einer bestimmten Aktienklasse und/oder -kategorie zuzuordnen ist, durch die Anzahl der Aktien der jeweiligen Aktienklasse und/oder -kategorie dividiert. Der Nettovermögenswert kann entsprechend dem Beschluss des Verwaltungsrates auf den nächsthöheren oder nächstniedrigeren Betrag in der entsprechenden Währung gerundet werden.

Bei den Teilfonds, die gemäss ihrer Anlagepolitik überwiegend in Geldmarktinstrumente investieren, wird zum Zwecke des Verwässerungsschutzes der Erträge dieser Teilfonds das Nettovermögen auf das Datum, auf das die Zahlung des Ausgabepreises bzw. des Rücknahmepreises üblicherweise valuiert wird, hochgerechnet

Das Nettovermögen der Gesellschaft ergibt sich aus Addition der Nettovermögen der Teilfonds.

Die Bewertung des jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen Aktienklassen und -kategorie richtet sich nach folgenden Kriterien:

1. Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- a) alle flüssigen Mittel einschliesslich der hierauf angefallenen Zinsen;
- b) alle ausstehenden Forderungen einschliesslich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Wertpapieren;
- c) alle Wertpapiere, Wertrechte, Geldmarktpapiere, Fondsanteile, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von der Gesellschaft gehalten oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- d) alle Dividenden und Dividendenansprüche, vorausgesetzt dass hierüber ausreichend fundierte Informationen erhalten werden können und vorausgesetzt, dass die Gesellschaft Wertanpassungen im Hinblick auf die Kursschwankungen, die aus dem Handel Ex-Dividende oder ähnlichen Praktiken herrühren, vornehmen kann;
- e) angefallene Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von der Gesellschaft gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;
- f) nicht abgeschriebene Gründungskosten;
- g) sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschliesslich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Diese Vermögenswerte werden nach folgenden Regeln bewertet:

- a) Als Wert von Barmitteln - sei es in Form von Barbeständen oder Bankguthaben - sowie von Wechseln und Sichtpapieren und Forderungen, Vorauszahlungen auf Kosten, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen Zinsen, die noch nicht erhalten wurden - gilt deren voller Wert, es sei denn es ist unwahrscheinlich, dass dieser vollständig gezahlt oder erhalten wird, in welchem Fall ihr Wert dadurch bestimmt wird, dass ein angemessen erscheinender Abzug berücksichtigt wird, um ihren wirklichen Wert darzustellen.
- b) Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, welche an einer Börse notiert sind, werden zu den letztbekanntesten Marktpreisen bewertet. Falls diese Wertpapiere, Derivate oder andere Anlagen an mehreren Börsen notiert sind, ist der letzt verfügbare Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für diese Anlagen darstellt.

Bei Wertpapieren, Derivaten und anderen Anlagen, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern mit marktkonformer Preisbildung besteht, kann die Gesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere, Derivate und anderen Anlagen auf Grund dieser Preise vornehmen. Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zum letzt verfügbaren Kurs auf diesem Markt bewertet.

- c) Wertpapiere und andere Anlagen, welche nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, und für die kein adäquater Preis erhältlich ist, wird die Gesellschaft gemäss anderen, von ihr nach Treu und Glauben zu bestimmenden Grundsätzen auf der Basis der voraussichtlich möglichen Verkaufspreise bewerten.
- d) Die Bewertung von Derivaten, die nicht an einer Börse notiert sind (OTC-Derivate), erfolgt anhand unabhängiger Preisquellen. Sollte für ein Derivat nur eine unabhängige Preisquelle vorhanden sein, wird die Plausibilität dieses Bewertungskurses mittels Berechnungsmodellen, die von der Gesellschaft und dem Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft anerkannt sind, auf der Grundlage des Verkehrswertes des Basiswertes, von dem das Derivat abgeleitet ist, nachvollzogen.
- e) Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") und/oder Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGA") werden zu ihrem letztbekanntesten Nettoinventarwert bewertet. Bestimmte Anteile oder Aktien von anderen OGAW und/oder OGA können auf der Basis einer Schätzung ihres Wertes bewertet werden, welche von zuverlässigen Dienstleistern, welche von dem Portfolio Manager oder dem Anlageberater der Zielfonds unabhängig sind, zur Verfügung gestellt werden (Preisschätzung).
- f) (i) Handelt es sich bei dem Teilfonds um einen Geldmarktfonds,

- erfolgt die Bewertung von Geldmarktinstrumenten, welche nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offen stehenden Markt gehandelt werden, auf Basis der jeweils relevanten Kurven. Die auf den Kurven basierende Bewertung bezieht sich auf die Komponenten Zinssatz und Credit-Spread. Dabei werden folgende Grundsätze angewandt: Für jedes Geldmarktinstrument werden die der Restlaufzeit nächsten Zinssätze interpoliert. Der dadurch ermittelte Zinssatz wird unter Zuzug eines Credit-Spreads, welcher die Bonität des zugrundeliegenden Schuldners wiedergibt, in einen Marktkurs konvertiert. Dieser Credit-Spread wird bei signifikanter Änderung der Bonität des Schuldners angepasst. Während einer Übergangszeit, welche längstens bis zum 18. November 2011 dauert, werden die bereits vor dem 19. November 2010 von den Teilfonds gehaltenen Geldmarktinstrumente bis zu deren Verfall wie folgt bewertet: Der Bewertungspreis solcher Anlagen wird, ausgehend vom Nettoerwerbspreis, unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite, sukzessiv dem Rückzahlungspreis angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen wird die Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen der neuen Markttrendite angepasst. Dabei wird bei fehlendem aktuellem Marktpreis in der Regel auf die Bewertung von Geldmarktinstrumenten mit gleichen Merkmalen (Qualität und Sitz des Emittenten, Ausgabewährung, Laufzeit) abgestellt.

- werden die Zinserträge der einzelnen Teilfonds zwischen dem betreffenden Auftragstag und dem betreffenden Valutatag in die Bewertung des Vermögens des jeweiligen Teilfonds einbezogen. Damit beinhaltet der Inventarwert je Aktie am jeweiligen Bewertungstag projizierte Zinserträge.

(ii) Für die anderen Teilfonds, die nicht unter die Regelung lit. f) (i) fallen gilt folgende Regelung: Bei Geldmarktinstrumenten wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der

Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.

g) Wertpapiere, Derivate, Geldmarktpapiere und andere Anlagen, die auf eine andere Währung als die Rechnungswährung des entsprechenden Teilfonds lauten und welche nicht durch Devisentransaktionen abgesichert sind, werden zum Währungsmittelkurs zwischen Kauf- und Verkaufspreis, der in Luxemburg oder, falls nicht erhältlich, auf dem für diese Währung repräsentativsten Markt bekannt ist, bewertet.

h) Fest- und Treuhandgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

i) Der Wert der Tauschgeschäfte wird von einem externen Anbieter berechnet und eine zweite unabhängige Berechnung wird durch einen anderen externen Anbieter zur Verfügung gestellt. Die Berechnung basiert auf dem aktuellen Wert (Net Present Value) aller Cash Flows, sowohl In- als auch Outflows. In einigen spezifischen Fällen können interne Berechnungen - basierend auf von Bloomberg zur Verfügung gestellten Modellen und Marktdaten - und/oder Broker Statement Bewertungen verwendet werden. Die Berechnungsmethoden hängen von dem jeweiligen Wertpapier ab und werden gemäss der UBS Global Valuation Policy festgelegt.

Die Gesellschaft ist berechtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsprinzipien einheitlich für die Gesamtgesellschaftsguthaben und die Guthaben eines Teilfonds anzuwenden, falls die obenerwähnten Kriterien zur Bewertung auf Grund aussergewöhnlicher Ereignisse unmöglich oder unzweckmässig erscheinen, dies um eine sachgerechte Bewertung des jeweiligen Teilfonds zu erreichen.

Bei ausserordentlichen Umständen können im Verlaufe des Tages weitere Bewertungen vorgenommen werden, die für die anschliessende Ausgabe und Rücknahme der Aktien massgebend sind.

Falls an einem Handelstag die Summe der Zeichnungen bzw. Rücknahmen aller Aktienklassen eines Teilfonds zu einem Nettokapitalzufluss bzw. -abfluss führt, kann der Nettoinventarwert des betreffenden Teilfonds für den Handelstag angepasst werden. Die maximale Anpassung beläuft sich auf einen Prozentsatz des Nettoinventarwertes. Berücksichtigt werden können sowohl die geschätzten Transaktionskosten und Steuerlasten, die dem Teilfonds entstehen können, als auch die geschätzte Geld/Briefspanne der Vermögenswerte, in die der Teilfonds anlegt. Die Anpassung führt zu einer Erhöhung des Nettoinventarwertes, wenn die Nettobewegungen zu einem Anstieg aller Aktien des betroffenen Teilfonds führen. Sie resultiert in einer Verminderung des Nettoinventarwertes, wenn die Nettobewegungen einen Rückgang der Aktien bewirken. Der Verwaltungsrat kann für jeden Teilfonds einen Schwellenwert im Verkaufsprospekt der Gesellschaft festsetzen. Dieser kann aus der Nettobewegung an einem Handelstag im Verhältnis zum Nettofondsvermögen oder einem absoluten Betrag in der Währung des jeweiligen Teilfonds bestehen. Eine Anpassung des Nettoinventarwertes würde somit erst erfolgen, wenn dieser Schwellenwert an einem Handelstag überschritten wird.

Die Gesellschaft ist berechtigt die im Verkaufsprospekt im Detail beschriebenen Massnahmen zu ergreifen um sicherzustellen, dass die Zeichnung oder Rücknahmen von Aktien der Gesellschaft keine Praktiken wie Market Timing oder Late Trading in Bezug auf Anlagen in die Gesellschaft beinhalten.

2. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

a) sämtliche Kredite, Rechnungen und andere fälligen Forderungen;

b) sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschliesslich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;

c) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und vorgenommenen Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

d) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen, welche Gründungskosten, Gebühren an die Verwaltungsgesellschaft, falls anwendbar, den Anlageberater, den oder die Portfoliomanager, an die Depotbank, an die Domiziliar- und Verwaltungsstelle, an die Register- und Transferstelle, an jegliche Zahlstelle, an sonstige Vertriebsstellen und ständige Vertreter in Vertriebsländern sowie an sämtliche sonstigen Zwischenstellen der Gesellschaft umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Spesen der Mitglieder des Verwaltungsrats, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft bei Behörden und Börsen in Luxemburg und bei Behörden und Börsen in jeglichem anderen Land, Gebühren für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschliesslich der Anzeigen- und Preisveröffentlichungskosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Verkaufsprospekte, Informationsmaterial, regelmässige Berichte, die Kosten für die Erstellung und Rückforderung von Quellensteuer, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschliesslich den Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokergebühren sowie Kosten für physische oder elektronische Sendungen und Telefon. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmässiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

3. Die Gesellschaft wird die Verteilung der Aktiva und Passiva auf die Teilfonds und Aktienklassen und -kategorien wie folgt vornehmen:

a) Sofern mehrere Aktienklassen und/oder -kategorien für einen Teilfonds ausgegeben wurden, werden alle Vermögenswerte, welche auf jede Aktienklasse und/oder -kategorie entfallen, gemeinsam gemäss der Anlagepolitik des Teilfonds investiert.

b) Der Gegenwert der Ausgabe von Aktien an jeder einzelnen Aktienklasse und/oder -kategorie wird in den Büchern der Gesellschaft dem Teilfonds dieser Aktienklasse und/oder -kategorie zugeteilt; der entsprechende Gegenwert wird den der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnenden Anteil am Nettovermögen des entsprechenden Teilfonds erhöhen; Forderungen, Verbindlichkeiten, Erträge und Ausgaben, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, werden entsprechend den Vorschriften dieses Artikels diesem Teilfonds zugeteilt.

c) Derivative Vermögenswerte werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeteilt wie die Vermögenswerte, von welchen die entsprechenden derivativen Vermögenswerte abgeleitet sind und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Zuwachs oder die Verringerung im Wert dem entsprechenden Teilfonds zugeteilt.

d) Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder auf Grund einer Handlung im Zusammenhang mit diesem Teilfonds werden diesem Teilfonds zugerechnet.

e) Sofern eine Forderung oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zugeteilt werden kann, wird diese Forderung oder diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis der Nettovermögenswerte der Teilfonds oder auf Basis des Nettovermögenswertes aller Aktienklassen und/oder -kategorien des Teilfonds zugeteilt, entsprechend der gewissenhaften Bestimmung durch den Verwaltungsrat. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften nur für solche Verbindlichkeiten, die von dem betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

f) Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse und/oder -kategorie vermindern den Nettovermögenswert dieses Teilfonds, dieser Aktienklasse und/oder -kategorie um den Ausschüttungsbetrag.

4. Im Sinne dieses Artikels gelten folgende Bestimmungen:

a) Aktien der Gesellschaft, welche gemäss Artikel 8 und 9 dieser Satzung zurückgenommen werden sollen, gelten als existierende Aktien im Umlauf bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an und bis zur Zahlung durch die Gesellschaft gilt der Rücknahmepreis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) Aktien gelten als ausgegeben ab dem Zeitpunkt der Bewertung an dem entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an und bis zum Zahlungseingang gilt der Ausgabepreis als Forderung der Gesellschaft;

c) Vermögensanlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die in einer anderen Währung als der Währung des betreffenden Teilfonds ausgedrückt werden, werden auf der Grundlage der zum Bewertungszeitpunkt vorherrschenden Markt- und Devisenkurse bewertet.

d) Soweit die Gesellschaft an einem Bewertungstag einen Vertrag eingegangen ist um:

- Vermögenswerte zu erwerben, wird der Kaufpreis für solche Vermögenswerte als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert der erworbenen Vermögenswerte in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen;

- Vermögenswerte zu verkaufen, wird der Verkaufspreis in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert der verkauften Vermögenswerte wird aus den Aktiva herausgenommen.

Sofern der genaue Wert der jeweiligen Preise oder Vermögenswerte am entsprechenden Bewertungstag nicht berechnet werden kann, ist er von der Gesellschaft zu schätzen.

Das Nettovermögen der Gesellschaft entspricht zu jeder Zeit der Summe der Nettovermögens der einzelnen Teilfonds.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die nicht in der Währung des betreffenden Teilfonds ausgedrückt sind, wird zu einem Umtauschkurs, der an dem betreffenden Bewertungstag vom Verwaltungsrat in gutem Glauben bestimmt wird oder nach einem vom Verwaltungsrat in gutem Glauben festgelegten Verfahren bestimmt wird, in die Währung des betreffenden Teilfonds umgerechnet. Der Verwaltungsrat kann in seinem Ermessen die Verwendung anderer Bewertungsmethoden erlauben, falls er der Ansicht ist, dass diese Bewertung den wirklichen Wert der Vermögenswerte der Gesellschaft besser wiedergibt.

Art. 11. Zeitweilige Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien. Die Gesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes sowie die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien jedes Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Nettovermögens die Bewertungsgrundlage darstellen, oder wenn Devisenmärkte, auf deren Währung der Nettoinventarwert oder ein wesentlicher Teil des Nettovermögens lautet, ausserhalb der üblichen Feiertage geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird oder wenn diese Börsen und Märkte Einschränkungen oder kurzfristig beträchtlichen Kursschwankungen unterworfen sind;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;

- wenn politische, wirtschaftliche, militärische oder andere Umstände ausserhalb des Einflussbereichs der Gesellschaft es unmöglich machen, über die Vermögenswerte der Gesellschaft unter normalen Bedingungen zu verfügen ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu verletzen; und

- wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für die Gesellschaft undurchführbar werden, oder falls Käufe und Verkäufe von Devisenwerten des Gesellschaftsvermögens nicht zu normalen Konversionskursen vorgenommen werden können.

Eine Mitteilung über Anfang und Ende dieser Aussetzungsperiode wird vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit veröffentlicht.

C. Verwaltung und Aufsicht

Art. 12. Der Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Sie werden von der Hauptversammlung für eine maximale Amtszeit von sechs Jahren gewählt. Die Hauptversammlung wird ausserdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Tantieme und ihre Amtszeit bestimmen. Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann ohne Angabe von Gründen von der Hauptversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Sollte die Stelle eines Mitglieds des Verwaltungsrates vor Ablauf des Mandats frei werden, werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig die freie Stelle neu besetzen; die Aktionäre werden eine endgültige Entscheidung über die Ernennung bei der unmittelbar darauffolgenden Hauptversammlung treffen.

Art. 13. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen schreiben und aufbewahren wird. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Hauptversammlungen führen. In seiner Abwesenheit können die Gesellschafter oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Hauptversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte und Geschäftsführer ernennen, soweit dies für die Geschäftsführung der Gesellschaft notwendig oder zweckmässig ist. Solche leitenden Angestellten müssen weder Aktionäre der Gesellschaft noch Mitglieder des Verwaltungsrates sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung werden solche leitende Angestellte Befugnisse in dem ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Umfang haben.

Ausser in zu begründenden Notfällen müssen Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus schriftlich erfolgen.

Die schriftliche Einladung kann bei Übereinstimmung der Teilnehmer durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel ersetzt werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung. Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig.

Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig und begründet die Anwesenheit aller Teilnehmer.

Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, es sei denn der Verwaltungsrat legt andere Voraussetzungen fest.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten als Beweis dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern gebilligte und unterzeichnete Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel gebilligt werden. Eine solche Billigung wird jedenfalls schriftlich bestätigt und die Bestätigung wird dem Beschlussprotokoll beizufügen sein.

Art. 14. Vertretungsbefugnis des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäss Artikel 17 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, unterstehen der Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Art. 15. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 16. Übertragung der Vertretungsmacht. In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich Ergänzungen kann der Verwaltungsrat die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Handlungsbefugnis im Rahmen des Unternehmensgegenstandes auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen.

Solche Personen müssen weder Mitglieder des Verwaltungsrates noch Gesellschafter sein. Sie handeln im Rahmen der ihnen übertragenen Befugnisse. Die Übertragung der hier beschriebenen Vertretungsmacht kann vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden.

Art. 17. Anlagepolitik.

17.1 Der Verwaltungsrat legt die Anlagepolitik fest, nach welcher die Vermögenswerte der Gesellschaft investiert werden. Die Vermögenswerte der Gesellschaft sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlageziele und -grenzen, wie sie in den von der Gesellschaft veröffentlichten Verkaufsprospekten beschrieben werden, anzulegen.

17.2 Die Teilfonds können, unter den zusätzlichen Bedingungen, die im Verkaufsprospekt aufgeführt sein können, Aktien, die von einem oder mehreren anderen Teilfonds auszugeben sind oder ausgegeben wurden, zeichnen, erwerben und/oder halten, sofern:

- der Ziel-Teilfonds nicht seinerseits in den Teilfonds investiert, der in diesen Ziel-Teilfonds investiert; und
- der Anteil des Vermögens, den die Ziel-Teilfonds, deren Erwerb beabsichtigt ist, entsprechend ihres Prospektes oder ihrer Satzung insgesamt in Anteile anderer OGA investieren dürfen, 10 % nicht überschreitet; und
- das eventuell an die betroffenen Wertpapiere gebundene Stimmrecht so lange ausgesetzt ist, wie sie durch den betroffenen Teilfonds gehalten werden, ungeachtet einer angemessenen Auswertung in den Abschlüssen und den periodischen Berichten; und
- auf jeden Fall der Wert dieser Wertpapiere bei der von dem Gesetz von 2010 auferlegten Kalkulation des Nettovermögens des Teilfonds zum Zwecke der Verifizierung des Mindestmaßes des Nettovermögens nach dem Gesetz von 2010 nicht berücksichtigt wird, solange diese Wertpapiere vom jeweiligen Teilfonds gehalten werden; und
- es keine Mehrfachberechnung der Gebühren für die Verwaltung/Zeichnung oder Rücknahme zum einen auf der Ebene des Teilfonds, der in den Ziel-Teilfonds investiert hat, und zum anderen auf der Ebene des Ziel-Teilfonds gibt.

Art. 18. Anlageberater / Anlageverwalter. Der Verwaltungsrat kann unter eigener Aufsicht und Verantwortung eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zum Anlageberater sowie Anlageverwalter ernennen. Der Anlageberater hat die Aufgabe, die Gesellschaft bei der Anlage des Gesellschaftsvermögens umfassend mit Empfehlungen zu unterstützen. Er ist nicht befugt, selbstständig Anlageentscheidungen zu fällen oder Anlagen zu tätigen. Der Anlageverwalter wird mit der Anlage des Gesellschaftsvermögens beauftragt.

Art. 19. Interessenkonflikte. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dritten Unternehmen werden in ihrer Gültigkeit nicht dadurch beeinträchtigt, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte in dem dritten Unternehmen eine Stellung als Gesellschafter, Verwaltungsratsmitglied oder Angestellter besitzen. In einem solchen Fall ist das Verwaltungsratsmitglied bzw. der Angestellte der Gesellschaft nicht gehindert, über ein solches Geschäft abzustimmen oder sonstige Handlungen im Rahmen eines solchen Geschäftes vorzunehmen.

Soweit ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein Angestellter der Gesellschaft Interessen vertritt, welche den Interessen der Gesellschaft zuwiderlaufen, wird dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser Angestellte sich eines Votums im Rahmen des betreffenden Geschäftes enthalten. Über den Vorgang wird der folgenden Hauptversammlung Bericht erstattet werden.

Interessen im Sinne dieses Artikels sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit dem Anlageberater, der Depotbank oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschliesslich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmassnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft und der Teilfonds werden durch einen Wirtschaftsprüfer geprüft, welcher von der Hauptversammlung ernannt wird und dessen Vergütung aus dem Gesellschaftsvermögen zu entrichten ist.

Der Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäss dem Gesetz von 2010 wahrnehmen.

D.- Hauptversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Art. 22. Rechte der Hauptversammlung. Die Hauptversammlung vertritt die Gesamtheit aller Aktionäre der Gesellschaft, unabhängig davon, an welchem Teilfonds die Aktionäre beteiligt sind. Die Beschlüsse der Hauptversammlung in

Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre. Die Hauptversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 23. Verfahren der Hauptversammlung. Die Hauptversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen.

Sie muss auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Zehntel der ausgegebenen Aktien halten, einberufen werden.

Die jährliche Hauptversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am 24. April um 10.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft statt.

Sofern der erwähnte Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Hauptversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Weitere, ausserordentliche Hauptversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

Einladungen zu Hauptversammlungen werden Aktionären nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen sowie gegebenenfalls in weiteren vom Verwaltungsrat festzulegenden Zeitungen bekanntgemacht.

Die Einladungen zu Hauptversammlungen können vorsehen, dass das Quorum und die Mehrheit der Hauptversammlung entsprechend der um Mitternacht (nach Luxemburger Zeit) am fünften Tage vor der Hauptversammlung (bezeichnet als "Registertag") ausgegebenen und im Umlauf befindlichen Aktien zu bestimmen ist. Die Rechte eines Aktionärs, an einer Hauptversammlung teilzunehmen und das seinen Aktien anhaftende Stimmrecht auszuüben, sind entsprechend den von diesem Aktionär gehaltenen Aktien am Registertage zu bestimmen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, ordnungsgemäss geladen sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein, kann die Hauptversammlung ohne Bekanntmachung nach den vorstehenden Bestimmungen abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat kann über sämtliche andere Voraussetzungen beschliessen, die seitens der Aktionäre erfüllt sein müssen, um an den Hauptversammlungen teilnehmen zu können.

Die auf einer Hauptversammlung der Aktionäre behandelten Sachverhalte beschränken sich auf die Punkte der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Elemente enthält) und auf damit zusammenhängende Fragen.

Unabhängig von seinem jeweiligen Teilfonds und seiner jeweiligen Aktienklasse gibt jede volle Aktie ein Stimmrecht entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Ein Aktionär kann sich auf jeder Versammlung der Aktionäre durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Entscheidungen, welche die Interesse aller Aktionäre der Gesellschaft betreffen, werden in der Hauptversammlung getroffen, während Entscheidungen, welche nur die Interesse der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds betreffen, werden in der Hauptversammlung des jeweiligen Teilfonds getroffen.

Soweit nicht gesetzlich oder durch gegenwärtige Satzung anders bestimmt, werden die Beschlüsse der Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 24. Hauptversammlung der Teilfonds. Die Aktionäre eines Teilfonds können jederzeit Hauptversammlungen abhalten, um über Sachverhalte zu entscheiden, die ausschliesslich den entsprechenden Teilfonds betreffen.

Die Bestimmungen aus Artikel 23 Absätze 1, 2, 6, 7, 8 und 9 sind auf solche Hauptversammlungen entsprechend anwendbar.

Jede volle Aktie berechtigt zu einer Stimme entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Die Aktionäre können auf solchen Versammlungen persönlich anwesend sein oder sich durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Soweit durch das Gesetz oder gegenwärtige Satzung nicht anders bestimmt, werden Beschlüsse auf der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Sämtliche Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, welche die Rechte der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds im Verhältnis zu den Rechten von Aktionären eines anderen Teilfonds umändern, werden den Aktionären dieses jeweiligen Teilfonds zur Beschlussfassung unterbreitet entsprechend den Bestimmungen des Artikels 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschliesslich entsprechender Änderungen.

Art. 25. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds. Auflösung

Der Verwaltungsrat kann, nach Benachrichtigung der Inhaber von Anteilen der entsprechenden Teilfonds, die Auflösung eines oder mehrerer Teilfonds veranlassen, sofern der Gesamtnettvermögenswert eines Teilfonds oder einer Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds unter einen Wert gefallen ist oder diesen Wert nicht erreicht hat, wie er für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse erforderlich ist sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung.

Aktionäre können unter Gewährleistung der Gleichbehandlung der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds kostenlos, vorbehaltlich den zu berücksichtigenden Liquidationskosten, die Rücknahme ihrer Aktien bis zum Tage des Inkrafttretens der Entscheidung weiterhin beantragen. Der Verwaltungsrat kann eine abweichende Regelung im Interesse der Aktionäre beschliessen.

Die nach Ende einer Liquidation verbleibenden, nicht ausgezahlten Vermögenswerte des Teilfonds, werden für einen Zeitraum von 6 Monaten bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden diese Vermögenswerte im Namen der Anspruchsberechtigten öffentlichen Hinterlegungsstelle in Luxemburg (Caisse de Consignation) zugunsten der Berechtigten nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen hinterlegt.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates kann die Hauptversammlung eines Teilfonds auf Vorschlag des Verwaltungsrates das Gesellschaftskapital durch Annullierung ausgegebener Aktien an diesem Teilfonds herabsetzen und den Aktionären den Nettovermögenswert ihrer Aktien zurückerstatten. Dabei wird der Nettovermögenswert für den Tag berechnet, an welchem der Beschluss in Kraft tritt, unter Berücksichtigung des erzielten Preises bei der Veräusserung der Vermögensanlagen sowie aller tatsächlich angefallener Kosten im Rahmen dieser Annullierung. Für diesen Beschluss ist keine Mindestanwesenheitspflicht des vertretenen Kapitals (Quorum) erforderlich. Er kann mit einfacher Mehrheit der an dieser Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Aktionären des betreffenden Teilfonds wird der Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre über die Annullierung der Aktien oder des Verwaltungsrates über die Auflösung eines Teilfonds durch Veröffentlichung einer Mitteilung im Mémorial und in einer luxemburgischen Tageszeitung bekanntgemacht. Darüber hinaus erfolgt, soweit nach den gesetzlichen Bestimmungen der Länder, in denen Aktien der Gesellschaft vertrieben werden, erforderlich, eine Bekanntmachung dieser Entscheidung in den Publikationsorganen der einzelnen Vertriebsländer.

Der Gegenwert der Nettovermögenswerte von annullierten Aktien, welche von den Aktionären nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, wird für einen Zeitraum von 6 Monaten bei der Depotbank und nach Ablauf dieser Frist, falls die annullierten Aktien auch bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, bei der «Caisse de Consignation» in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Verschmelzung

Nach Massgabe der vorstehend über die Auflösung eines Teilfonds aufgeführten Bedingungen ist der Verwaltungsrat ebenfalls berechtigt, die Annullierung von ausgegebenen Aktien eines Teilfonds und die Zuteilung von Aktien eines anderen Teilfonds oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen, zu beschliessen.

Unbeschadet dieser Befugnisse des Verwaltungsrates kann dieser Beschluss über die Verschmelzung ebenfalls durch die Hauptversammlung der betroffenen Aktionäre des Teilfonds gefasst werden. Für diesen Beschluss ist keine Mindestanwesenheitspflicht des vertretenen Kapitals (Quorum) erforderlich. Er kann mit einfacher Mehrheit der an dieser Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst werden.

Den Aktionären wird der betreffende Beschluss nach Massgabe der vorstehenden Bestimmungen über die Auflösung eines Teilfonds bekanntgemacht.

Die betroffenen Aktionäre sind vor Inkrafttreten dieses Beschlusses während eines Monats ab Veröffentlichung des Beschlusses berechtigt, die kostenfreie Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum gültigen Nettovermögenswert (ohne Rücknahmeabschlag oder sonstigen administrativen Gebühren) zu verlangen.

Aktien, deren Rücknahme nicht durch die betreffenden Aktionäre beantragt wurde, werden auf Basis des Nettovermögenswertes der jeweiligen betroffenen Teilfonds, der für den Tag berechnet wird, an welchem die Entscheidung wirksam wird, umgetauscht. Im Falle einer Zuteilung von Anteilen an einem Organismus für gemeinsame Anlagen in der Rechtsform eines unselbständigen Sondervermögens (Fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für Aktionäre bindend, welche für diese Zuteilung gestimmt haben.

Sollte der Verwaltungsrat die Auflegung von garantierten Teilfonds beschliessen, kann deren Auflösung oder Verschmelzung nur nach Massgabe der in den Verkaufsunterlagen näher beschriebenen Bedingungen erfolgen.

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt jedes Jahr am 1. November und endet am 31. Oktober des nächsten Jahres, ausser dem ersten Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung beginnt und am 31. Oktober 2005 endet.

Art. 27. Ausschüttungen. Die Verteilung des jährlichen Einkommens sowie sämtliche sonstige Ausschüttungen werden von der Hauptversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates und im Rahmen der gesetzlichen Grenzen festgelegt.

Die Ausschüttung von Dividenden oder andere Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse unterliegt der vorherigen Beschlussfassung der Aktionäre dieses Teilfonds.

Festgesetzte Dividenden werden in den vom Verwaltungsrat festgesetzten Währungen, Ort und Zeitpunkt ausgezahlt. Damit die Ausschüttungen dem tatsächlichen Ertragsanspruch entsprechen, wird ein Ertragsausgleich errechnet.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Ausschüttung von Zwischendividenden sowie die Aussetzung der Ausschüttungen zu bestimmen. Die Hauptversammlung kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates der Gesellschaft, im Rahmen der Verwendung des Reinertrages und der Kapitalgewinne ebenfalls die Ausgabe von Gratisaktien vorsehen.

E. Schlussbestimmungen

Art. 28. Depotbank. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Zugang zum Finanzsektor und dessen Überwachung einschliesslich nachfolgender Ergänzungen abschliessen.

Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und die Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz von 2010.

Falls die Depotbank zurücktreten will, beauftragt der Verwaltungsrat innerhalb von zwei Monaten ein anderes Finanzinstitut, die Funktion der Depotbank zu übernehmen. Daraufhin werden die Verwaltungsratsmitglieder dieses Institut als Depotbank anstelle der zurücktretenden Depotbank ernennen. Die Verwaltungsratsmitglieder haben die Befugnisse, die Funktion der Depotbank zu beenden, aber können der Depotbank nicht kündigen, ausser falls und bis eine neue Depotbank gemäss dieser Artikel ernannt ist, um an deren Stelle diese Funktion zu übernehmen.

Art. 29. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jederzeit durch die Hauptversammlung unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen aufgelöst werden. Das Verfahren entspricht demjenigen, welches für Satzungsänderungen in Artikel 31 festgelegt ist.

Fällt das Nettogesamtvermögen unter zwei Drittel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages, so muss der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Hauptversammlung zur Entscheidung vorlegen. Diese wird mit einfacher Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage nach der Auflösung der Gesellschaft muss ausserdem vom Verwaltungsrat der Hauptversammlung vorgelegt werden, wenn das Nettogesamtvermögen unter ein Viertel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages fällt; in diesem Fall entscheidet die Hauptversammlung ohne Mehrheitserfordernisse und die Auflösung kann von einem Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien beschlossen werden.

Die Hauptversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach dem Zeitpunkt stattfindet, zu dem das Abfallen des Nettogesamtvermögens unter den Stand von zwei Dritteln beziehungsweise einem Viertel des gesetzlichen Mindestbetrages festgestellt wurde.

Art. 30. Abwicklung. Die Abwicklung der Auflösung der Gesellschaft wird einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Diese werden von der Hauptversammlung ernannt, welche auch über den Umfang ihrer Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

Art. 31. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch die Hauptversammlung erweitert oder sonst abgeändert werden. Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich seiner Ergänzungen.

Art. 32. Anwendbares Recht. Ergänzend zu den in vorliegender Satzung getroffenen Regelungen gelten das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie das Gesetz von 2010 in deren geltenden Fassung.

Woraufhin diese Urkunde, am eingangs erwähnten Datum erstellt wurde.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben zusammen mit uns, dem Notar, diese Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: B. WACKER, N. SCHANK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2011. Relation: LAC/2011/28054. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 20. Juli 2011.

Référence de publication: 2011108112/873.

(110123977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2011.

Yield Invest s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 138.585.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090059/10.

(110101061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Zeus Recovery Fund SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 140.679.

Extrait des minutes du conseil d'administration de la société tenu le 28 juin 2011

Le conseil d'administration décide de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, roue d'Esch, L-1471 Luxembourg, enregistré sous le numéro B 65477 au Registre de Commerce et des Sociétés du

Luxembourg, en tant que réviseur externe de la Société concernant l'audit des comptes annuels se clôturant le 31 décembre 2011.

A Luxembourg, le 28 juin 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011090060/16.

(110100860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Zeclat SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.630.

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090061/10.

(110100970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Zöllner - Fensterbau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2A, Ennert dem Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 153.449.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG CONSULT S.A.R.L.

EXPERT COMPTABLE - FIDUCIAIRE

L-6783 GREVENMACHER - 31, OP DER HECKMILL

Signature

Référence de publication: 2011090063/13.

(110100887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Beim Oscar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9530 Wiltz, 43, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 108.406.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A.R.L.

Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN

Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2011090085/12.

(110098967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

Business Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 7/1, rue des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg B 99.201.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A.R.L.

Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN

Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2011090086/12.

(110098960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

**Informatique Lux SA, Société Anonyme,
(anc. Holding Bigonville S.A.H.).**

Siège social: L-8813 Bigonville, 14, rue du Village.
R.C.S. Luxembourg B 96.588.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 30 mai 2011.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2011090089/14.

(110098392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

PHV. s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8378 Kleinbettingen, 1, rue du Chemin de Fer.
R.C.S. Luxembourg B 143.245.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A.R.L.

Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN

Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2011090090/12.

(110098977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

Elle Tao Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 99, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 88.149.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2011090138/13.

(110100253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Héméra-Ingénierie, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9571 Wiltz, 5, rue des Tanneurs.
R.C.S. Luxembourg B 147.149.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 1^{er} juin 2011.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2011090104/13.

(110099453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2011.

Urbafin, Société Anonyme.

Siège social: L-8367 Hagen, 37A, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 99.776.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A.R.L.
Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN
Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2011090096/12.

(110098964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

Vitrauto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3543 Dudelange, 24, rue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 125.121.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A.R.L.
Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN
Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2011090097/12.

(110098979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

Walux Bioenergy, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 131.049.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A.R.L.
Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN
Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2011090098/12.

(110098965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

UBS (Lux) Bond Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 56.385.

In the year two thousand and eleven, on the tenth day of June, at 3.30 p.m.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of UBS (Lux) Bond SICAV, an investment company with variable capital (Société d'Investissement à Capital Variable), (the "Company") having its registered office at 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 56.385 and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed dated 7 October 1996 and whose articles of incorporation (the "Articles") have been published for the first time in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 8 November 1996 under number 576, on page 27.614.

The extraordinary general meeting of shareholders is presided by Mr Benjamin Wacker, professionally residing in L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg who appoints as secretary Mrs Noëlle Schank, professionally residing in L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The extraordinary general meeting of shareholders elects as scrutineer Mrs Noëlle Schank, professionally residing in L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The bureau of the extraordinary general meeting of shareholders having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I. the shareholders present or represented and the number of shares they hold are shown on the attendance list, signed by the members of the bureau and the undersigned notary. This list signed by the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to this deed in order to be filed with the registration authorities. The proxy is attached to the deed held before the undersigned notary on 6th May 2011.

II. a convening notice reproducing the above agenda was published on 9 May 2011 and 25 May 2011 in the Mémorial, in the Luxemburger Wort and in the Tageblatt

III. it appears from the attendance list that 10 shares of a total of 106,163,261.455 shares are represented at the Meeting;

IV. The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting had been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, for May 6, 2011 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

V. the extraordinary general meeting of shareholders is thus regularly constituted and can validly deliberate and resolve on its agenda.

VI. that the agenda of the Meeting is the following:

1. To insert a new paragraph in Article 14 of the Company's articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") with effect as of 10 June 2011 in order to provide the Company's board of directors (the "Board of Directors") with the authority to appoint a designated management company for the Company. The new text of the last paragraph of Article 14 of the Articles of Incorporation will read as follows:

"The Board of Directors may appoint a management company submitted to Chapter 13 of the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment, as amended from time to time, in order to carry out the functions described in Annex II of the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment, as amended from time to time."

2. To insert a new paragraph in Article 17 of the Articles of Incorporation with effect as of 10 June 2011 in order to provide the Company with the authority to perform cross-sub-fund investments. The new text of Article 17, paragraph 2.5 of the Articles of Incorporation will read as follows:

"Investments in shares issued by one or more other subfunds of the company:

The subfunds may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more subfunds subject to additional requirements which may be specified in the sales document, if:

- a) the target subfund does not, in turn, invest in the subfund invested in this target subfund; and
- b) no more than 10% of the assets of the target subfund whose acquisition is contemplated may, pursuant to its articles of incorporation, be invested in aggregate in units/shares of other UCIs; and
- c) voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the subfund concerned; and
- d) in any event, for as long as these securities are held by the relevant subfund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the subfund for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment; and
- e) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the subfund having invested in the target subfund, and this target subfund."

3. To amend Articles 5, 10 and 25 of the Articles of Incorporation with effect as of 10 June 2011 in order to align the text of the Articles of Incorporation to the current sales prospectus of the Company, which has been approved by the Luxembourg supervisory commission of the financial sector (the "CSSF") with regard to:

- the pooling and joint-management of assets of two or more sub-funds;
- adjustments to the net asset value of share classes if on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a sub-fund leads to a net cash in-or outflow (so-called "swing-pricing"); and
- mergers and liquidations of sub-funds.

4. To amend Article 23 of the Articles of Incorporation with effect as of 1 July 2011 in order to change the date of the annual general meeting from 20 September to 24 November of each year as of the year 2012.

5. To amend Article 4 of the Articles of Incorporation with effect as of 1 July 2011 in order to update the reference to the fund legislation. The new text of Article 4 of the Articles of Incorporation will read as follows:

"The exclusive purpose of the Company is to invest the assets available to it in transferable securities and other assets permitted by law, in accordance with the principle of risk diversification and with the objective to provide the shareholders with the income from and the results of the management of its assets.

The Company may take any measures or carry out any transactions that it considers appropriate to achieve and promote this purpose and will do this in the broadest possible sense in accordance with Part I of the law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time (the "2010 Law")."

6. To amend the text of a number of articles of the Articles of Incorporation with effect as of 1 July 2011 in order to implement the changes as required by the law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law"), implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 (the "UCITS IV Directive"), and in particular to (not exhaustive summary):

- replace any reference to the law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment by references to the law dated 17 December 2010 on undertakings to collective investment;
- insert specific rules for sub-funds established as a master/feeder structure; and
- amend the provisions regarding liquidations, mergers and conversions of sub-funds in order to, inter alia, implement the rules of the 2010 Law with regard to liquidation of sub-funds and its classes, mergers of the Company or of sub-funds with another UCITS or sub-funds thereof, mergers of one or more sub-funds, as well as conversions of existing sub-funds in feeder-sub-funds and changes of the master-UCITS.

7. To completely restate the Articles of Incorporation with effect as of 1 July 2011 in order to reflect the various amendments adopted by the extraordinary general meeting and resolve that the only version of the Articles of Incorporation will be the English version.

8. Miscellaneous.

After due and careful deliberation, the following RESOLUTIONS were taken by unanimously votes:

First resolution

The shareholders RESOLVE to insert a new paragraph in Article 14 of the Articles of Incorporation with effect as of 10 June 2011 in order to provide the Board of Directors with the authority to appoint a designated management company for the Company. The new text of the last paragraph of Article 14 of the Articles of Incorporation will read as follows:

"The Board of Directors may appoint a management company submitted to Chapter 13 of the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment, as amended from time to time, in order to carry out the functions described in Annex II of the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment, as amended from time to time."

Second resolution

The shareholders RESOLVE to insert a new paragraph in Article 17 of the Articles of Incorporation with effect as of 10 June 2011 in order to provide the Company with the authority to perform cross-sub-fund investments. The new text of Article 17, paragraph 2.5 of the Articles of Incorporation will read as follows:

"Investments in shares issued by one or more other subfunds of the company:

The subfunds may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more subfunds subject to additional requirements which may be specified in the sales document, if:

- a) the target subfund does not, in turn, invest in the subfund invested in this target subfund; and
- b) no more than 10% of the assets of the target subfund whose acquisition is contemplated may, pursuant to its articles of incorporation, be invested in aggregate in units/shares of other UCIs; and
- c) voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the subfund concerned; and
- d) in any event, for as long as these securities are held by the relevant subfund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the subfund for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment; and
- e) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the subfund having invested in the target subfund, and this target subfund."

Third resolution

The shareholders RESOLVE to amend Articles 5, 10 and 25 of the Articles of Incorporation with effect as of 10 June 2011 in order to align the text of the Articles of Incorporation to the current sales prospectus of the Company, which has been approved by the CSSF with regard to:

- the pooling and joint-management of assets of two or more sub-funds;
- adjustments to the net asset value of share classes if on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a sub-fund leads to a net cash in-or outflow (so-called "swing-pricing"); and
- mergers and liquidations of sub-funds.

Fourth resolution

The shareholders RESOLVE to amend Article 23 of the Articles of Incorporation with effect as of 1 July 2011 in order to change the date of the annual general meeting from 20 September to 24 November of each year as of the year 2012.

Fifth resolution

The shareholders RESOLVE to amend Article 4 of the Articles of Incorporation with effect as of 1 July 2011 in order to update the reference to the fund legislation. The new text of Article 4 of the Articles of Incorporation will read as follows:

"The exclusive purpose of the Company is to invest the assets available to it in transferable securities and other assets permitted by law, in accordance with the principle of risk diversification and with the objective to provide the shareholders with the income from and the results of the management of its assets.

The Company may take any measures or carry out any transactions that it considers appropriate to achieve and promote this purpose and will do this in the broadest possible sense in accordance with Part I of the law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time (the "2010 Law")."

Sixth resolution

The shareholders RESOLVE to amend the text of a number of articles of the Articles of Incorporation with effect as of 1 July 2011 in order to implement the changes as required by the 2010 Law, implementing the UCITS IV Directive, and in particular to (not exhaustive summary):

- replace any reference to the law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment by references to the law dated 17 December 2010 on undertakings to collective investment;
- insert specific rules for sub-funds established as a master/feeder structure; and
- amend the provisions regarding liquidations, mergers and conversions of sub-funds in order to, inter alia, implement the rules of the 2010 Law with regard to liquidation of sub-funds and its classes, mergers of the Company or of sub-funds with another UCITS or sub-funds thereof, mergers of one or more sub-funds, as well as conversions of existing sub-funds in feeder-sub-funds and changes of the master-UCITS.

Seventh resolution

The shareholders RESOLVE to completely restate the Articles of Incorporation with effect as of 1 July 2011 in order to reflect the various amendments adopted by the extraordinary general meeting and resolve that the only version of the Articles of Incorporation will be the English version:

Coordinated Articles of Incorporation

A. Name, Registered office, Term and Object of the company.

Art. 1. Form, Name. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a public limited liability company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable" or "SICAV") bearing the name "UBS (Lux) Bond SICAV" (the "Company").

Art. 2. Registered office. The Company's registered office is located in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may establish branches, subsidiaries or other offices either in the Grand Duchy of Luxembourg or in foreign countries, except the United States of America, its territories or possessions, by resolution of the Company's board of directors (the "Board of Directors").

The Board of Directors is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg-City. The Company's registered office may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Company's articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

If the Board of Directors determines that extraordinary political, economical, social or military events and developments have occurred or are imminent that would interfere with the ordinary course of business of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary and provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary and provisional transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Term. The Company has been established for an unlimited period of time.

By resolution of the shareholders made in the legally prescribed form in accordance with Article 31 of these Articles of Incorporation, the Company may be liquidated at any time.

Art. 4. Corporate object. The exclusive purpose of the Company is to invest the assets available to it in transferable securities and other assets permitted by law, in accordance with the principle of risk diversification and with the objective to provide the shareholders with the income from and the results of the management of its assets.

The Company may take any measures or carry out any transactions that it considers appropriate to achieve and promote this purpose and will do this in the broadest possible sense in accordance with Part I of the law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time (the "2010 Law").

B. Share capital, Shares, Net asset value

Art. 5. Share capital. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 10 of these Articles of Incorporation.

The Board of Directors shall, at any time, establish one or several pool of assets, each constituting a compartment (a "sub-fund") within the meaning of article 181 of the 2010 Law.

The Board of Directors shall attribute specific investment objectives and policies and a specific denomination to each sub-fund.

The Company shall be considered as a single legal entity. However, the right of shareholders and creditors relating to a particular sub-fund or raised by the incorporation, the operation or the liquidation of a sub-fund are limited to the assets of such sub-fund. The assets of a sub-fund will be answerable exclusively for the rights of the shareholders relating to this sub-fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the liquidation of this sub-fund. As far as the relation between shareholders is concerned, each sub-fund will be deemed to be a separate entity.

The Board of Directors may issue share classes with specific characteristics within a sub-fund, for example with (i) a specific distribution policy, such as distributing or accumulating shares, or (ii) a specific commission structure in relation to issue and redemption, or (iii) a specific commission structure in relation to investment or advisory fees, or (iv) with various currencies of account, or (v) other specific characteristics as may be determined from time to time by the Board of Directors.

The minimum share capital of the Company must reach the equivalent value in USD of EUR 1,250,000.- (one million two hundred and fifty thousand Euros) within a period of six months following its approval by the Luxembourg supervisory authority, and thereafter may not be less than this amount.

Each share class may be sub-divided into one or several category(ies) as more fully described in the Company's sales documents.

In order to determine the share capital of the Company, the net assets allocated to each sub-fund will, in case they are not denominated in the accounting currency, be converted into such currency, and the share capital shall be the total of the net assets of all classes of all sub-funds.

The share capital of the Company may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-in shares or the repurchase by the Company of existing shares from its shareholders.

The Board of Directors may permit internal pooling and/or joint management of assets from particular sub-funds in the interests of efficiency. In this case, assets from different sub-funds will be managed together. The assets under joint management are referred to as a "pool". Pools are used exclusively for internal management purposes, are not separate units and cannot be accessed directly by shareholders.

Pooling

The Company may invest and manage all or part of the portfolio assets held by two or more sub-funds (for this purpose called "participating sub-funds") in the form of a pool. Such an asset pool is created by transferring to it cash and other assets (if these assets are in line with the investment policy of the pool concerned) from each of the participating sub-funds to the asset pool. The Company can then make further transfers to the individual asset pools. Equally, assets can also be transferred back to a participating sub-fund up to the amount of the participation of the sub-fund concerned.

The participation of a participating sub-fund in an asset pool is evaluated by reference to notional units of the same value in the relevant asset pool. When an asset pool is created, the Board of Directors shall specify the initial value of the notional units (in a currency that the Board of Directors considers appropriate) and allot to each participating sub-fund notional units having an aggregate value equal to the amount of the cash (or other assets) it has contributed. Thereafter, the value of the notional units will then be determined by dividing the net assets of the asset pool by the number of existing notional units.

If additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an asset pool, the notional units assigned to the participating sub-fund concerned will increase or diminish, as the case may be, by a number, which is determined by dividing the amount of cash or the value of assets contributed or withdrawn by the current value of the participating sub-fund's participation in the asset pool. If cash is contributed to the asset pool, for calculation purposes it is reduced by an amount that the Board of Directors considers appropriate in order to take account of any tax expenses as well as the closing charges and acquisition costs relating to the investment of the cash concerned. If cash is withdrawn, a corresponding deduction may be made in order to take account of any costs related to the disposal of securities or other assets of the asset pool.

Dividends, interests and other income-like distributions, which are obtained from the assets of an asset pool, are allocated to the asset pool concerned and thus lead to an increase in the respective net assets. If the Company is liquidated, the assets of an asset pool are allocated to the participating sub-funds in proportion to their respective share in the asset pool.

Joint management

In order to reduce operating, administrative and management costs and at the same time to permit broader diversification of investments, the Board of Directors may decide to manage part or all of the assets of one or more sub-funds in combination with assets that belong to other sub-funds or to other undertakings for collective investment. In the following paragraphs, the term "jointly managed entities" refers globally to the Company and each of its sub-funds and all entities with or between which a joint management agreement would exist; the term "jointly managed assets" refers to the entire assets of these jointly managed entities which are managed according to the same aforementioned agreement.

As part of the joint management agreement, the relevant Company's portfolio manager(s) will, on a consolidated basis for the relevant jointly managed entities, be entitled to make decisions on investments and sales of assets which have an influence on the composition of the Company's and its sub-funds' portfolio. Each jointly managed entity holds a portion in the jointly managed assets corresponding to the proportion of its net assets to the total value of the jointly managed assets. This proportionate holding (for this purpose called the "participation arrangement") applies to each and all investment categories which are held or acquired in the context of joint management. Decisions regarding investments and/or sales of investments have no effect on this participation arrangement: further investments will be allotted to the jointly managed entities in the same proportions and, in the event of a sale of assets, these will be subtracted proportionately from the jointly managed assets held by the individual jointly managed entities.

In the case of new subscriptions in one of the jointly managed entities, the subscription proceeds are to be allocated to the jointly managed entities in accordance with the changed participation arrangement resulting from the increase in net assets of the jointly managed entity having benefited from the subscriptions. The level of the investments will be modified by the transfer of assets from one jointly managed entity to the other, and thus adapted to suit the changed participation arrangement. Similarly, in the case of redemptions for one of the jointly managed entities, the necessary liquid funds shall be taken from the liquid funds of the jointly managed entities in accordance with the changed participation arrangement resulting from the reduction in net assets of the jointly managed entity which has been the subject of the redemptions, and in this case the particular level of all investments will be adjusted to suit the changed participation arrangement.

Shareholders should be aware that the joint management agreement may result in the composition of the assets of a particular sub-fund being affected by events which concern other jointly managed entities, e.g. subscriptions and redemptions, unless the members of the Board of Directors or one of the duly appointed agents of the Company resort to special measures. If all other aspects remain unchanged, subscriptions received by an entity under joint management with the sub-fund will therefore result in an increase in the cash reserve of this sub-fund. Conversely, redemptions of an entity under joint management with the sub-fund will result in a reduction of the cash reserve of this sub-fund. However, subscriptions and redemptions can be executed on the special account that is opened for each jointly managed entity outside the joint management agreement and through which subscriptions and redemptions must pass. Because of the possibility of posting extensive subscriptions and redemptions to these special accounts, and the possibility that the Board of Directors or one of the duly appointed agents of the Company may decide at any time to terminate the participation of the sub-fund in the joint management agreement, the sub-fund concerned may avoid having to rearrange its portfolio if this could adversely affect the interests of the Company, its sub-funds and its shareholders.

If a change in the portfolio composition of the Company or one or several of its relevant sub-funds as a result of redemptions or payments of fees and expenses referring to another jointly managed entity (i.e. which cannot be counted as belonging to the Company or the sub-fund concerned) might result in a violation of the investment restrictions applying to the Company or the particular sub-fund, the relevant assets will be excluded from the joint management agreement before implementing the change so that they are not affected by the resulting adjustments.

Jointly managed assets of a particular sub-fund will only be managed in common with assets intended to be invested according to the same investment objectives that apply to the jointly managed assets in order to ensure that investment decisions are compatible in all respects with the investment policy of the particular sub-fund. Jointly managed assets may only be managed in common with assets for which the same portfolio manager is authorised to make decisions in investments and the sale of investments, and for which the custodian bank also acts as a depositary so as to ensure that the custodian bank is capable of performing its functions and responsibilities in accordance with the 2010 Law and statutory requirements in all respects for the Company and its sub-funds. The custodian bank must always keep the assets of the Company separate from those of the other jointly managed entities; this allows it to determine the assets of the Company and of each individual sub-fund accurately at any time. Since the investment policy of the jointly managed entities does not have to correspond exactly with that of a sub-fund, it is possible that their joint investment policy may be more restrictive than that of that sub-fund.

The Board of Directors may decide to terminate the joint management agreement at any time without giving prior notice.

Shareholders may enquire at any time at the Company's registered office as to the percentage of jointly managed assets and entities with which there is a joint management agreement at the time of their enquiry.

The composition and percentages of jointly managed assets must be stated in the annual reports.

Joint management agreements with non-Luxembourg entities are permissible if (i) the agreement in which the non-Luxembourg entity is involved is governed by Luxembourg law and Luxembourg jurisdiction or (ii) each jointly managed entity is equipped with such rights that no creditor and no insolvency or bankruptcy administrator of the non-Luxembourg entity has access to the assets or is authorised to freeze them.

Art. 6. Shares. The Board of Directors shall determine and specify in the Company's sales document whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form and in which denominations any bearer shares in a sub-fund and/or share class are to be issued. The Board of Directors of the Company shall determine that share certificates if any shall be issued for fully paid-in bearer shares only.

If the Board of Directors decides to issue bearer shares, these will in principle be documented by global certificates. It is not intended to issue additional bearer share certificates, except if extraordinary circumstances occur.

If bearer share certificates are issued, they must be signed by two members of the Board of Directors.

By resolution of the Board of Directors either or both of these signatures may be in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the Board of Directors, in which case it shall be manual.

Any registered shares issued by the Company must be registered in the share register kept by the Company or one or more persons designated thereto by the Company. This share register will contain the name of each holder of registered shares, his or her residence or another address indicated to the Company, the number of shares held by that person as well as the sub-fund and, the case being, the share class of the relevant shares and the amount paid up on each share. Each transfer or any other form of legal assignment of a registered share must be registered in the share register.

Entry in the share register provides evidence of ownership of registered shares. The Company may issue written confirmation of the shares held.

The transfer of registered shares is effected by the handover of documents providing sufficient evidence of the transfer to the Company or through a declaration of transfer which is entered in the share register and signed and dated by the transferor and the transferee or by persons authorised to do so.

If a share is registered in the name of several persons, the first shareholder entered in the register is deemed to be empowered to act on behalf of all the other co-owners and shall be the only person entitled to receive notices on the part of the Company.

With bearer shares, the Company is entitled to consider the bearer, and with registered shares, the person in whose name the shares are registered, as rightful owner of the shares. In connection with any measures affecting these shares, the Company will only be liable to the aforementioned persons and under no circumstances to any third parties. It has the power to view all rights, interests or claims of persons, other than those persons in whose name the shares are registered, as null and void in respect of these shares; this does not, however, exclude the right of a third party to demand the proper entry of a registered share or a change to such entry.

If a shareholder does not provide the Company with his/her address, this will be noted in the share register and the registered office of the Company, or another address entered in the share register by the Company, will be deemed to be the address of that shareholder until such time as he/she provides the Company with another address. Shareholders may arrange to have the address registered in the Company's share register changed at any time. This takes place by means of written notification to the Company at its registered office or to an address determined by the Company from time to time.

If shareholders in the Company provide sufficient evidence that their share certificates (if any have been issued) have been misplaced, stolen or destroyed, they will receive upon demand and under observance of the conditions laid down by the Company, which may require some form of security, a duplicate of their certificate(s). If prescribed or permitted by the applicable laws and as determined by the Company in observance of such laws, these conditions may include insurance taken out with an insurance company. Upon issue of new share certificates, which must bear a note indicating that they are duplicates, the original certificate(s), which the new one(s) replace(s), cease to be valid.

Upon instructions from the Company, damaged share certificates may be exchanged for new share certificates. The damaged share certificates must be handed over to the Company and immediately cancelled.

At the Company's discretion, it may charge shareholders with the costs of the duplicate or of the new share certificate and with those costs incurred by the Company upon the issue and registration of these certificates or the destruction of the old certificates.

The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Fractions of shares do not give holders any voting rights but entitle them to participate in the income of the relevant sub-fund or the relevant share class on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of shares. The Board of Directors is fully entitled at any time to issue new fully paid-in shares with no par value in any sub-fund and/or share class without, however, granting existing shareholders preferential rights in respect of the subscription of the new shares.

The issue of new shares takes place on each of the valuation dates determined by the Board of Directors in accordance with Article 10 of these Articles of Incorporation and the terms and conditions contained in the sales document.

The issue price for a share is the net asset value, or in case of newly launched sub-funds and/or classes the initial subscription price, as determined by the Board of Directors, per share calculated for each sub-fund and/or each relevant share class pursuant to Article 10 of these Articles of Incorporation plus any costs and commissions laid down by the Board of Directors for the sub-fund and share class concerned. The issue price is payable within the period laid down by the Board of Directors, and no later than eight days after the valuation date concerned unless shorter deadlines are specified in the Appendix of the Company's sales document relating to the respective sub-fund and/or share class.

The Board of Directors may accept full or partial subscriptions in kind at its own discretion. In this case the capital subscribed in kind must be harmonised with the investment policy and restrictions of the particular sub-fund and/or share class. Moreover, the value of any assets contributed in kind will be subject to a report of an auditor (réviseur d'entreprises agréé). Any associated costs will be payable by the investor.

The Board of Directors may limit the frequency of share issues for each sub-fund and each share class; in particular the Board of Directors may resolve that shares are only to be issued within a particular time.

The Board of Directors reserves the right to wholly or partially reject any subscription application or to suspend the issue of shares in one or more or all of the sub-funds and share classes at any time and without prior notification. The custodian bank will immediately reimburse payments made in such cases for subscription applications that have not been executed.

Furthermore, the Board of Directors may impose conditions on the issue of shares in any sub-fund and/or share class (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board of Directors may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription amount and minimum amount of any additional investments, as well as a minimum holding amount which any shareholder is required to comply. Any conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Company's sales documents.

If determination of the net asset value of a sub-fund and/or share class is suspended pursuant to Article 11 of these Articles of Incorporation, no shares in the affected sub-fund or share class will be issued for the duration of the suspension.

For the purpose of issuing new shares, the Board of Directors may assign to any member of the Board of Directors or to appointed officers of the Company or any other authorised person the task of accepting the subscription, receiving the payment and delivering the shares.

Art. 8. Redemption and Conversion of shares. Any shareholder in the Company may request the Company to redeem all or part of his/her shares under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the sales documents and within the limits provided by any applicable law and these Articles of Incorporation.

In such cases, the Company will redeem the shares while observing the restrictions laid down by law and subject to the suspension of such redemptions by the Company stipulated in Article 11 of these Articles of Incorporation. The shares redeemed by the Company will be cancelled.

Shareholders receive a redemption price calculated on the basis of the relevant net asset value of the relevant sub-fund and/or share class of sub-fund in line with statutory regulations and the terms of these Articles of Incorporation and in accordance with the terms and conditions laid down by the Board of Directors in the sales documents.

A redemption application must be made irrevocably and in writing and addressed to the registered office of the Company in Luxembourg or at offices of a person (or institution) appointed by the Company. With shares for which certificates have been issued, the share certificates must be submitted in good order with the redemption application, attaching any renewal certificates and any coupons not yet due (for bearer shares only).

A commission in favour of the Company or the Company's distributor may be deducted from the net asset value, together with a further amount to make up for the estimated costs and expenses that the Company could incur in realising the assets in the body of assets affected, in order to finance the redemption request, at a rate provided for in the sales documents.

The redemption price must be paid in the currency in which the shares in the relevant sub-fund and share class are denominated or in another currency that may be determined by the Board of Directors, within a time to be determined by the Board of Directors of not more than eight days after the later of either (i) the relevant valuation date or (ii) after the day when the share certificates have been received by the Company, irrespective of the terms and conditions of Article 11 of these Articles of Incorporation.

With the approval of the affected shareholders, the Board of Directors (while observing the principle of equal treatment of all shareholders) may at its own discretion execute redemption requests wholly or partly in kind by allocating to such shareholder assets from the sub-fund portfolio equivalent in value to the net asset value of the redeemed shares, as described more fully in the sales documents. Moreover, these assets are audited by the Company's auditor. Any associated costs will be payable by the investor.

If on any Valuation Date, redemption or conversion requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the net asset value of any sub-fund, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the relevant sub-fund. On the next dealing day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

In the event of a very large volume of redemption requests, the Board of Directors may decide to delay execution until the corresponding assets of the Company have been sold without unnecessary delay. The above provisions apply mutatis mutandis to conversions of shares between sub-funds.

If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value of the shares held by a shareholder in any share class of any sub-fund would fall below such value as determined by the Board of Directors and described in the sales documents, the Company may decide that this request shall be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such share class of the applicable sub-fund.

The Board of Directors may decide from time to time that shareholders are entitled to request the conversion of whole or part of their shares into shares of another share class of the same sub-fund or of another sub-fund of the Company, provided that the Board of Directors may (i) set restrictions, terms and conditions as to the right for and frequency of conversions and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

The Board of Directors may, in its entire discretion, decide that if as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any sub-fund and/or share class would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, the Company may decide to treat this request as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such share class and/or sub-fund.

The price for the conversion of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two share classes concerned, calculated on the same valuation date or any other day as determined by the Board of Directors in accordance with Article 10 of these Articles of Incorporation and the rules laid down in the sales documents. Conversion fees, if any, may be imposed upon the shareholder(s) requesting the conversion of his shares at a rate provided for in the sales documents.

The shares which have been converted shall be cancelled.

Art. 9. Restrictions on the ownership of shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority or of the provisions of the Company's sales documents and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law, requirement or provision or if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (each an "unauthorised person"). To this end the Company may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by an unauthorised person or a person holding more than a certain percentage of capital determined by the Board of Directors;

b) demand at any time from persons whose names have been entered in the share register, or who apply for entry of a transfer of shares in the share register, to furnish information supported by a declaration under oath of a nature that it considers necessary in order to decide whether the shares of the person concerned are in the beneficial ownership of an unauthorised person or whether the entry would lead to the beneficial ownership of these shares by an unauthorised person;

c) refuse to recognise the votes of an unauthorised person at a general meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any unauthorised person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held in the following manner:

(1) The Company serves a notice (hereinafter referred to as "Notice of Purchase") to the shareholder owning the shares, or the person who is registered in the share register as the owner of the shares to be bought. In said Notice of Purchase the shares to be bought are listed together with the method of calculating the purchase price and the name of the buyer.

(2) Such notice will be sent to the shareholder by registered letter at his last known address or to the address listed in the books of the Company. The shareholder is then obliged to release to the Company the shares certificate(s) (if issued) listed in the Notice of Purchase. At close of business on the day fixed in the Notice of Purchase, the shareholder ceases to be owner of the shares listed in the Notice of Purchase. With registered shares, his name will be struck from the share register and with regard to bearer shares, the issued share certificate(s) will be cancelled.

(3) The price at which each such share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount based on the net asset value per share as at the Valuation Date specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the Notice of Purchase or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified (if issued) in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 10 hereof, less any service charge provided therein.

(4) The payment of the Purchase Price to the former owner of the shares will normally be made in the currency laid down by the Board of Directors for the payment of the redemption price for the shares. After it has been finally determined, this price will be deposited by the Company at a bank (mentioned in the Notice of Purchase) in Luxembourg or abroad with a view to paying it out to this owner mentioned in the Notice of Purchase against, the case being, handover of the bearer share certificate mentioned in the Notice of Purchase together with any coupons not yet due.

After the Notice of Purchase has been sent as described above, the former owner no longer has any right to these shares nor any claim against the Company or its assets in this connection, except for the claim for receipt of the Purchase Price (without interest) from the bank mentioned against, the case being, actual handover of the bearer share certificate (s) as described above. Amounts owed to a shareholder pursuant to this paragraph that are not claimed within a five-year period commencing on the date fixed in the Notice of Purchase may no longer be claimed thereafter and return to the Company. The Board of Directors has the powers to undertake all necessary measures to effect the reversion.

(5) The exercise of the powers granted in this Article by the Company may not under any circumstances be questioned or declared ineffective by giving the excuse that ownership of the shares by a person has not been sufficiently proved or that ownership relationships were other than they appeared to be on the date of the Notice of Purchase. This, however, requires that the Company exercises its powers in good faith.

Art. 10. Determination of the net asset value. In order to determine the issue, redemption price, the net asset value of each share class in each sub-fund will be periodically calculated by the Company under the terms and conditions as laid down in the Company's sales documents, and not less than twice every month. Every such day for the determination of the net asset value is referred to in these Articles of Incorporation as a "Valuation Date".

The net asset value of each sub-fund will be calculated in the reference currency of the sub-fund concerned and will be determined in accordance with the following principles:

The net asset value per share will be determined as of any Valuation Date (as determined in the sales documents) by the assets relating to the particular sub-fund minus the liabilities allocated to that sub-fund divided, by the number of shares in circulation in the sub-fund in question on any Valuation Date in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the Board of Directors shall determine.

For sub-funds for which various share classes have been issued the net asset value will be determined for each separate share class. In such cases, the net asset value of a sub-fund that is allocable to a particular share class will be divided by the number of shares in circulation in that share class. The Board of Directors may resolve to round the net asset value up or down to the next amount in the currency concerned.

The net asset value of the Company is calculated by adding up the total net assets of all the sub-funds.

Valuation of each sub-fund and of each of the different share classes follows the criteria below:

1. The assets of the Company shall include:

- a) all cash and cash equivalents including accrued interest;
- b) all outstanding receivables, including interest receivables on accounts and custody accounts, and income from securities that have been sold but not yet delivered;
- c) all securities, money-market instruments, fund units, debt instruments, subscription rights, warrants, options and other financial instruments and other assets held by the Company or acquired for its account;
- d) all dividends and dividend claims, provided that it is possible to obtain sufficiently well established information on them and that the Company may make value adjustments in respect of price fluctuations arising from ex-dividend trading or similar practices;
- e) all accrued interest on interest-bearing assets held by the Company unless these form part of the face value of the asset concerned;
- f) costs of establishing the Company that have not been written off;
- g) any other assets including prepaid expenses.

These assets are valued in accordance with the following rules:

- a) The value of any cash -either in hand or on deposit -as well as bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- b) Securities, derivatives and other investments listed on an official stock exchange are valued at the last known market prices. If the same security, derivative or other investment is quoted on several stock exchanges, the last available quotation on the stock exchange that represents the major market for this investment will apply.

In the case of securities, derivatives and other investments where trading of these assets on the stock exchange is thin but which are traded between securities dealers on a secondary market using standard market price formation methods, the Company can use the prices on this secondary market as the basis for their valuation of these securities and other investments. Securities, derivatives and other investments that are not listed on a stock exchange, but that are traded on another regulated market which is recognised, open to the public and operates regularly, in a due and orderly fashion, are valued at the last available price on this market.

c) Securities and other investments that are not listed on a stock exchange or traded on any other regulated market, and for which no reliable and appropriate price can be obtained, will be valued by the Company according to other principles chosen by it in good faith on the basis of the likely sales prices.

d) The valuation of derivatives that are not listed on a stock exchange (OTC derivatives) is made by reference to independent pricing sources. In case only one independent pricing source of a derivative is available, the plausibility of the valuation price obtained will be verified by employing methods of calculation recognised by the Company and the auditors, based on the market value of the underlying instrument from which the derivative has been derived.

e) Units or shares of other undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") and/or undertakings for collective investment ("UCI") will be valued at their last net asset value. Certain units or shares of other UCITS and/or UCI may be valued based on an estimate of the value provided by a reliable price provider independent from the target fund's investment manager or investment adviser (Estimated Pricing).

f) (i) For Sub-funds that are money market funds,

- the value of money market instruments which are not listed on a stock exchange or traded on another regulated market open to the public is based on the appropriate curves. The valuation based on the curves refers to the interest

rate and credit spread components. The following principles are applied in this process: for each money market instrument, the interest rates nearest the residual maturity are interpolated. The interest rate calculated in this way is converted into a market price by adding a credit spread that reflects the underlying borrower. This credit spread is adjusted if there is a significant change in the credit rating of the borrower.

- interest income earned by sub-funds between the Order Date concerned and the respective Settlement Date may be included in the valuation of the assets of the sub-funds concerned. The asset value per share on a given valuation date may therefore include projected interest earnings.

(ii) For the other Sub-funds that do not fall under the regulation in subsection f (i), the following regulation shall apply: For money market instruments, the valuation price will be gradually adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and retaining the ensuing yield. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of the individual investments is brought into line with the new market yields.

g) Securities, money market instruments, derivatives and other investments that are denominated in a currency other than the currency of account of the relevant sub-fund and which are not hedged by means of currency transactions are valued at the middle currency rate (midway between the bid and offer rate) known in Luxembourg or, if not available, on the most representative market for this currency.

h) Time deposits and fiduciary investments are valued at their nominal value plus accumulated interest.

i) The value of swap transactions is calculated by an external service provider, and a second independent valuation is made available by another external service provider.

The calculation is based on the net present value of all cash flows, both inflows and outflows. In some specific cases, internal calculations based on models and market data available from Bloomberg and/or broker statement valuations may be used. The valuation methods depend on the respective security and are determined pursuant to the UBS Global Valuation Policy.

The Company is entitled to apply other appropriate valuation principles which have been determined by it in good faith and are generally accepted and verifiable by auditors to the Company's assets as a whole or of an individual sub-fund if the above criteria are deemed impossible or inappropriate for accurately determining the value of the sub-funds concerned due to extraordinary circumstances or events.

In the event of extraordinary circumstances or events, additional valuations, which will affect the prices of the shares to be subsequently issued or redeemed, may be carried out within one day.

If on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a sub-fund leads to a net cash in-or outflow, the net asset value of the share classes may be adjusted for that trading day. The maximum adjustment may extend up to a certain percentage (%) of the net asset value (prior to the adjustment). Both the estimated transaction costs and taxes incurred by the sub-fund may be taken into account and the estimated bid/offer spread for the assets in which the sub-fund invests may be considered. The adjustment will result in an increase in the net asset value in the event of a net cash inflow into the sub-fund concerned. It will result in a reduction in the net asset value in the event of a net cash outflow from the sub-fund concerned. The Board of Directors may lay down a threshold figure for each sub-fund in the Company's sales documents. This may consist in the net movement on a trading day in relation to net company assets or to an absolute amount in the currency of the sub-fund concerned. The net asset value would be adjusted only if this threshold were to be exceeded on a given trading day.

The Company is entitled to take the measures described in greater detail in the sales documents in order to ensure that subscriptions or redemptions of shares in the Company do not involve any of the business practices known as market timing or late trading in respect of investments in the Company.

2. The liabilities of the Company shall include:

- a) all borrowings and amounts due;
- b) all known existing and future liabilities, including liabilities to pay in money or in kind arising from contractual liabilities due and dividends that have been approved but not yet paid out by the Company;
- c) reasonable provisions for future tax payments and other provisions approved and made by the Board of Directors, as well as reserves set up as provision against miscellaneous liabilities of the Company;
- d) any other liabilities of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company will consider any expenses to be paid comprising the costs of establishing the Company, fees for the management company (if any), investment advisers, portfolio managers, the custodian bank, the domicile and administration agent, the registrar and transfer agent, any paying agent, other distributors and permanent agents in countries where the shares are sold, and any other intermediaries of the Company. Other items to be considered include the remuneration and expenses of members of the Board of Directors, insurance premiums, fees and costs in connection with the registration of the Company at authorities and stock exchanges in Luxembourg and at authorities and stock exchanges in any other country, fees for legal advice and for auditing, advertising costs, printing costs, reporting and publication costs including the costs of publishing announcements and prices, the costs of preparing and carrying out the printing and distribution of the sales documents, information material, regular reports, the cost for preparing and reclaiming withholding tax, taxes, duties and similar charges, any other expenses related to the day-to-day running of the business including the costs of buying and selling assets, interest, bank and brokers' charges, and physical and electronical mailing and telephone costs. The Company

may set administrative and other costs of a regular, reoccurring nature in advance on the basis of estimated figures for annual or other periods and may add these together in equal instalments over such periods.

3. The Company will undertake the allocation of assets and liabilities to the sub-funds, and the share classes, as follows:

a) If several share classes have been issued for a sub-fund, all of the assets relating to each share class will be invested in accordance with the investment policy of that sub-fund.

b) The value of shares issued in each share class will be allocated in the books of the Company to the sub-fund of this share class; the portion of the share class to be issued in the net assets of the relevant sub-fund will rise by this amount; receivables, liabilities, income and expenses allocable to this share class will be allocated in accordance with the provisions of this Article to this sub-fund.

c) Derivative assets will be allocated in the books of the Company to the same sub-fund as the assets from which the related derivative assets have been derived and, with each revaluation of an asset, the increase or reduction in value will be allocated to the relevant sub-fund.

d) Liabilities in connection with an asset belonging to a particular sub-fund resulting from action in connection with this sub-fund will be allocated to this sub-fund.

e) If one of the Company's assets or liabilities cannot be allocated to a particular sub-fund, such receivables or liabilities will be allocated to all of the sub-funds pro rata to the respective net asset value of the sub-funds, or on the basis of the net asset value of all share classes in the sub-fund, in accordance with the determination made in good faith by the Board of Directors. The assets of a sub-fund can only be used to offset the liabilities which the sub-fund concerned has assumed.

f) Distributions to the shareholders in a sub-fund or a share class reduce the net asset value of this sub-fund or of this share class by the amount of the distribution.

4. For the purposes of this Article, the following terms and conditions apply:

a) Shares of the Company to be redeemed under Articles 8 and 9 of these Articles of Incorporation shall be treated as existing shares in circulation and taken into account until immediately after the time on the Valuation Date on which such valuation is made, as determined by the Board of Directors. From such time and until paid by the Company, the redemption price shall be deemed to be a liability of the Company;

b) Shares count as issued from the time of their valuation on the relevant Valuation Date on which such valuation is made, as determined by the Board of Directors. From such time and until payment received by the Company, the issue price shall be deemed to be a debt due to the Company;

c) Investment assets, cash and any other assets handled in a currency other than that in which the net asset value is denominated will be valued on the basis of the market and foreign exchange rates prevailing at the time of valuation.

d) If on any Valuation Date the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

- provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

The net assets of the Company are at any time equal to the total of the net assets of the various sub-funds.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a subfund will be converted into the reference currency of such sub-fund at the rate of exchange determined on the relevant Valuation Date in good faith by or under procedures established by the Board of Directors. The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

Art. 11. Temporary suspension of the calculation of net asset value and of the issue, Redemption and Conversion of shares. The Company is authorised to temporarily suspend the calculation of the net asset value and the issue, redemption and conversion of the shares of any sub-fund in the following circumstances:

a) during any period when any of the stock exchanges or other markets on which the valuation of a significant and substantial part of any of the investments of the Company attributable to such sub-fund from time to time is based, or any of the foreign-exchange markets in whose currency the net asset value any of the investments of the Company attributable to such sub-fund from time to time or a significant portion of them is denominated, are closed - except on customary bank holidays - or during which trading and dealing on any such markets is suspended or restricted or if such markets are temporarily exposed to severe fluctuations, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such sub-fund quoted thereon;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such sub-fund would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such sub-fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such sub-fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such sub-fund, or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

e) if political, economic, military or other circumstances beyond the control or influence of the Company make it impossible to access the Company's assets under normal conditions without seriously harming the interests of the shareholders;

f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such sub-fund, cannot promptly or accurately be ascertained;

g) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of the liquidation of the Company;

h) to the extent that such suspension is justified by the necessity to protect the shareholders, upon publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of the merger of the Company or one or more of its sub-funds, or upon publication of a notice informing the shareholders of the decision of the board of directors to merge one or more sub-fund(s);

i) when restrictions on foreign exchange transactions or other transfers of assets render the execution of the Company's transactions impossible;

j) vis-à-vis a feeder UCITS, when its master UCITS temporarily suspends, on its own initiative or at the request of its competent authorities, the redemption, the reimbursement or the subscription of its units; in such a case the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the feeder UCITS will be for a duration identical to the duration of the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the master UCITS.

The suspension of the calculation of the net asset value of any particular sub-fund shall have no effect on the determination of the net asset value per share or on the issue, redemption and conversion of shares of any sub-fund that is not suspended.

Any such suspension of the net asset value will be notified to investors having made an application for subscription, redemption or conversion of shares in the sub-fund(s) concerned and will be published if required by law or decided by the Board of Directors or its agent(s) at the appropriate time.

Administration and Supervision

Art. 12. The Board of Directors. The Company is managed by a Board of Directors composed of at least three members (each a "Director"). The members of the Board of Directors do not have to be shareholders in the Company.

They are appointed by the general meeting for a maximum term of office of six years. The general meeting will also determine the number of members of the Board of Directors, their remuneration and their term of office. Members of the Board of Directors will be elected by a simple majority of the shares present or represented at the general meeting.

Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

If the office of a member of the Board of Directors appointed by the general meeting of shareholders becomes vacant before the mandate has expired, the remaining members of the Board of Directors thus appointed may temporarily co-opt a new member; the shareholders will make a final decision on this at the general meeting immediately following the appointment.

Art. 13. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors will elect a chairman and may elect one or more vice-chairmen from amongst its members. It may appoint a secretary, who does not have to be a member of the Board of Directors, and who will record and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and the general meetings. Meetings of the Board of Directors will be convened by the chairman or by two of its members; it meets at the location given in the notice of the meeting.

The chairman will chair the meetings of the Board of Directors and the general meetings. In his absence, the shareholders or the members of the Board of Directors may appoint by simple majority another member of the Board of Directors or, for general meetings, any other person as chairman.

Except in emergencies, which must be substantiated, invitations to meetings of the Board of Directors shall be sent in writing at least twenty-four hours in advance prior to the date set for such meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telefax, email or any other similar means of communication, of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Members of the Board of Directors may give each other power-of-attorney to represent them at meetings of the Board of Directors in writing, by email, telefax or similar means of communication. A Director may represent more than one member of the Board of Directors.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video conference or similar means of communications allowing the identification of each participating Director. These means must comply with technical features which guarantee an effective participation to the meeting allowing all persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating Director shall be authorised to vote by video or by telephone or similar means of communications.

The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a half of its members is present or represented unless these Articles of Incorporation provide otherwise and without prejudice to specific legal provisions.

Resolutions by the Board of Directors must be recorded in minutes and the minutes must be signed by the chairman of the Board of Directors, or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Directors. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

Resolutions by the Board of Directors are made by simple majority of the members present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Written resolutions approved and signed by all members of the Board of Directors shall have the same effect as resolutions taken at meetings of the Board of Directors. Such resolutions may be approved by each member of the Board of Directors in writing, by telefax, email or similar means of communication. Such approvals may be given in a single or in several separate documents and must in any event be confirmed in writing and the confirmation attached to the written resolutions.

Art. 14. The powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy and investment restrictions as determined in Article 17 of these Articles of Incorporation for and on behalf of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may appoint a management company submitted to Chapter 15 of the 2010 Law in order to carry out the functions described in Annex II of the 2010 Law.

Art. 15. Signatory powers. Vis-à-vis third parties, the Company shall be legally bound by the joint signature of any two members of the Board of Directors or the joint or sole signature(s) of persons who have been granted such signatory power by the Board of Directors or by any two Directors, but only within the limits of such power.

Art. 16. Delegation of powers of representation. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board of Directors, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person and may, in particular appoint any officers, including managers, managing directors, or any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be revoked at any time by the Board of Directors. These officers need not be Directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Furthermore, the Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of Directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 17. Investment policy. The Board of Directors, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of each sub-fund of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, provided that at all times the investment policy of the Company and each of its sub-funds complies with Part I of the 2010 Law, and any other laws and regulations with which it must comply with in order to qualify as UCITS under article 1(2) of Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 ("Directive 2009/65/EC") or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board of Directors and as shall be described in the Company's sales documents. Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made as follows:

17.1. Permitted investments of the Company

The Company's and each of its sub-funds' investments comprise only one or more of the following:

a) transferable securities and money market instruments that are listed or traded on a regulated market, as defined in Article 4 point 1 (14) of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004;

b) transferable securities and money market instruments that are traded on another regulated market in a Member State which operates regularly and is recognised and open to the public. For the purpose of these Articles of Incorporation, the term "Member State" refers to a Member State of the European Union, it being understood that the States that are contracting parties to the Agreement creating the European Economic Area other than the Member States of the European Union, within the limits set forth by this agreement and related acts, are considered as equivalent to Member States of the European Union;

c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or traded on another regulated market in a non-Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public, such stock exchange or market being located within any European, American, Asian, African, Australasian or Oceania country (hereinafter called "approved state");

d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market referred to under paragraphs a) to c) above and that such admission is secured within one year of issue;

e) units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other UCIs within the meaning of the first and second indent of Article 1(2), points a) and b) of Directive 2009/65/EC, whether or not established in a Member State, provided that:

(i) such other UCIs have been approved in accordance with a law subjecting them to supervision which is considered by the Luxembourg supervisory authority of the financial sector ("CSSF") as equivalent to that laid down in Community law, and that co-operation between authorities is sufficiently ensured.

(ii) the level of guaranteed protection for unitholders in such other UCIs is equivalent to the level of protection provided for the unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money-market instruments that are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC;

(iii) the business operations of the other UCIs is reported in semi annual and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income, transactions and operations during the reporting period;

(iv) no more than 10% of the UCITS or other UCIs whose acquisition is envisaged can, in accordance with their respective sales prospectus, management regulations or articles of incorporation, be invested in aggregate in units of other UCITS or UCIs.

Each sub-fund may also acquire shares of another sub-fund subject to the provisions of Article 17.2 paragraph c) of these Articles of Incorporation.

f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a non EU Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in paragraphs a), b) and c) above and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

(i) the underlying consists of instruments covered by paragraphs a) to h), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to the investment objectives of its sub-funds;

(ii) the counter-parties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF; and

(iii) the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a weekly basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative;

h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market as referred to in paragraphs a) to c) above and which fall under this Article 17.1, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that these instruments are:

(i) issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong; or

(ii) issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in paragraphs a), b) or c) above; or

(iii) issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and comply with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law; or

(iv) issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent of

this paragraph h) and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount at least to ten million Euros (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

However, the Company and each of its sub-funds may invest no more than 10% of its net assets in transferable securities and money market instruments other than those referred to in paragraph a) to h) above.

Moreover, the Company and each of its sub-funds may hold liquid assets on an ancillary basis, and may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

17.2 Risk diversification and investment restrictions

The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, determine any restrictions which shall be applicable to the investments of the Company and its sub-funds, in accordance with Part I of the 2010 Law. In particular:

a) The Company may invest up to 100% of the assets of any sub-fund, in accordance with the principle of risk-spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, one or more of its local public authorities, a non-Member State of the European Union or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, which in principle includes the OECD, unless otherwise provided for in the sales document; provided that in such event, the sub-fund concerned must hold securities from at least six different issues, but securities from any one issue may not account for more than 30% of the total amount.

b) The Company may invest a maximum of 20% of the net assets of any sub-fund in shares and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the relevant sub-fund to replicate the composition of a certain stock or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

(i) the composition of the index is sufficiently diversified;

(ii) the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers;

(iii) it is published in an appropriate manner. This 20% limit is raised to 35 % where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

c) Each sub-fund may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other sub-funds of the Company subject to additional requirements which may be specified in the sales documents, if:

(i) the target sub-fund does not, in turn, invest in the sub-fund invested in this target sub-fund; and

(ii) no more than 10% of the assets of the target sub-funds whose acquisition is contemplated may, pursuant to their respective sales prospectus or articles of incorporation, be invested in aggregate in units/shares of other UCITS or other collective investment undertakings; and

(iii) voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the sub-fund concerned; and

(iv) in any event, for as long as these securities are held by the relevant sub-fund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and

(v) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the sub-fund having invested in the target sub-fund, and this target sub-fund.

d) Provided that they continue to observe the principles of diversification, newly established sub-funds and merging sub-funds may deviate from the specific risk diversification restrictions mentioned above for a period of six months after being approved by the authorities respectively after the effective date of the merger.

e) Provided the particular sub-fund's investment policy does not specify otherwise, it may invest no more than 10% of its assets in other UCITS or UCIs or in other sub-funds of the Company.

f) All other investment restrictions are specified in the Company's sales documents.

In addition, the Company is authorised for each of its sub-funds to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments under the conditions and within the limits laid down by the CSSF provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. When these operations concern the use of derivative instruments, these conditions and limits shall conform to the provisions laid down in these Articles of Incorporation as well as in the Company's sales documents and the 2010 Law. Under no circumstances shall these operations cause the Company to diverge, for any sub-fund, from its investment objectives as laid down, the case being for the relevant sub-fund, in these Articles of Incorporation or in the Company's sales documents.

17.3 Specific rules for sub-funds established as a master/feeder structure

(i) A feeder-sub-fund is a sub-fund, which has been approved to invest, by way of derogation from article 2, paragraph (2), first indent of the 2010 Law, at least 85% of its assets in units of another UCITS or sub-fund thereof (hereafter referred to as the "master UCITS").

(ii) A feeder-sub-fund may hold up to 15% of its assets in one or more of the following:

a) ancillary liquid assets in accordance with Article 17.1 last paragraph of these Articles of Incorporation;

b) financial derivative instruments, which may be used only for hedging purposes, in accordance with Article 17.1 paragraph g) of these Articles of Incorporation and Article 42, paragraphs (2) and (3) of the 2010 Law;

c) movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

(iii) For the purposes of compliance with Article 42, paragraph (3) of the 2010 Law, the feeder-sub-fund shall calculate its global exposure related to financial derivative instruments by combining its own direct exposure under Article 17.3 paragraph (ii) b) of these Articles of Incorporation with:

a) either the master UCITS' actual exposure to financial derivative instruments in proportion to the feeder-sub-fund investment into the master UCITS;

b) or the master UCITS' potential maximum global exposure to financial derivative instruments provided for in the master UCITS management regulations or instruments of incorporation in proportion to the feeder-sub-fund's investment into the master UCITS.

(iv) A master UCITS is a UCITS, or a sub-fund thereof, which:

a) has, among its shareholders, at least one feeder UCITS;

b) is not itself a feeder UCITS; and

c) does not hold units of a feeder UCITS.

(v) If a master UCITS has at least two feeder UCITS as shareholders, article 2, paragraph (2), first indent and Article 3, second indent of the 2010 Law shall not apply.

Art. 18. Investment advisers / Portfolio managers. The Board of Directors may appoint one or more individuals or legal entities to be investment advisers and/or portfolio managers. The investment adviser has the task of extensively supporting the Company with recommendations in the investment of its assets. It does not have the power to make investment decisions or to make investments on his own. The portfolio manager is given the mandate of investing the Company's assets.

Art. 19. Conflicts of interest. No contract or other transaction which the Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in such other company or firm by a close relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity, provided that the Company obliges itself to never knowingly sell or lend assets of the Company to any of its Directors or officers or any company or firm controlled by them.

In the event that any Director of the Company may have any interest in any contract or transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, such Director shall make known to the Board of Directors of the Company such opposite interest and shall cause a record of this statement to be included in the minutes of the meeting of the Board of Directors. The relevant Director shall not consider, deliberate or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Director's or officer's opposite interest therein, shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholder(s) before any other resolution is put to vote.

The provisions of the preceding paragraph are not applicable when the decisions of the Board of Directors of the Company concern day-to-day operations engaged at arm's length.

Interests for the purposes of this Article do not include interests affecting the legal or commercial relationships with the investment adviser, portfolio manager, the custodian bank, the central administration or other parties determined by the Board of Directors from time to time.

Art. 20. Remuneration of the Board of Directors. The remuneration of the members of the Board of Directors is determined by the general meeting. It also includes expenses and other costs incurred by members of the Board of Directors in the exercise of their duties, including any costs for measures related to legal proceedings against them unless these were the result of wilful misconduct or gross negligence on the part of the member of the Board of Directors concerned.

Art. 21. Auditor. The annual financial statements of the Company and of the sub-funds will be audited by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who will be appointed by the general meeting and whose fee will be charged to the Company's assets.

The auditor will perform all of the duties prescribed in the 2010 Law.

D.- General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. Rights of the general meeting. The general meeting of shareholders of the Company represents all of the shareholders of the Company as a whole, irrespective of the sub-fund in which they are shareholders. Resolutions by the general meeting in matters of the Company as a whole are binding on all shareholders regardless of the sub-fund and/or share class held by them. The general meeting has all the powers required to order, execute or ratify any actions or legal transactions by the Company.

Art. 23. Procedures for the general meeting. General meetings are convened by the Board of Directors.

They must be convened upon demand by shareholders holding at least ten per cent (10%) of the capital of the Company. Such general meeting has to take place within a period of one month.

The annual general meetings are held in accordance with the provisions of Luxembourg law once a year at 11.00 a.m. on the 20th day of September at the registered offices of the Company or such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, as may be specified in the notice of meeting. As of the year 2012 the annual general meetings will be held at 11.30 a.m. on the 24th day of November.

If the aforementioned day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting will be held on the next Luxembourg bank business day. In this context, "bank business day" refers to the normal bank business days (i.e. each day on which banks are open during normal business hours) in Luxembourg, with the exception of individual, non-statutory rest days.

Additional extraordinary general meetings may be held at locations and at times set out in the notices of meeting.

Convening notices to general meetings shall be made in the form prescribed by law. The convening notices to general meetings may provide that the quorum and the majority requirements at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting and to exercise the voting rights attaching to his/her shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date. The convening notices will be announced to shareholders in accordance with legal requirements and, if appropriate, in additional newspapers to be laid down by the Board of Directors.

If all shareholders are present or represented and declare themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without convening notice of meeting in accordance with the foregoing conditions.

The Board of Directors may determine all other conditions to be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters except if all the shareholders agree to another agenda.

Each full share of whatever sub-fund and/or whatever share class of sub-fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person ('representative') by his power-of-attorney ('proxy') in writing or by facsimile, mail or any other similar means of communication. Such person does not need to be a shareholder and may be a Director or appointed officer of the Company.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post, facsimile, mail or any other similar means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice to the meeting. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received five (5) days prior to the general meeting of shareholders they relate to.

Decisions affecting the interests of all shareholders in the Company will be made at the general meeting while decisions affecting only the shareholders in a particular sub-fund and/or particular class of sub-fund will be made at the general meeting of that sub-fund and/or share class of sub-fund.

Unless otherwise provided by law or in these Articles of Incorporation, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shares present or represented.

Art. 24. General meeting of a sub-fund or Share class of sub-funds. The shareholders in a sub-fund or share class of sub-fund may hold general meetings at any time to decide matters relating exclusively to that sub-fund or share class of sub-fund.

The provisions in Article 23, paragraphs 1, 2 and 6-14 shall apply accordingly to such general meetings.

Each full share of whatever sub-fund or share class of sub-fund is entitled to one vote pursuant to the provisions of Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholder by appointing another person ('representative') by his power-of-attorney ('proxy') in writing or by facsimile, mail or any other similar means of communication. Such person does not need to be a shareholder and may be a Director or appointed officer of the Company.

Unless otherwise provided for by law or in the current Articles of Incorporation, resolutions of the general meeting are passed by simple majority of the shares present or represented at the meeting.

All resolutions of the general meetings of the Company that change the rights of the shareholders in a particular sub-fund and/or share class of sub-fund in relation to the rights of shareholders in another sub-fund and/or share class of sub-fund will be submitted to the shareholders in this other sub-fund and/or share class of sub-fund pursuant to article 68 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

Art. 25. Liquidation and Merger of sub-funds, Conversions of existing sub-funds in feeder UCITS and Conversions of sub-funds established as master UCITS.

25.1 Liquidation of sub-funds and share classes

Upon liquidation announcement to the shareholders of a particular sub-fund and/or share class of sub-fund, the Board of Directors may arrange for the liquidation of one or more sub-funds and/or share classes of sub-fund(s) if the value of the net assets of the respective sub-fund and/or share class remains at or falls to a level that no longer allows it to be managed in an economically reasonable way as well as in the course of a rationalisation. The same also applies in cases where changes to the political or economic conditions justify such liquidation.

Up to the date upon which the decision takes effect, shareholders retain the right, free of charge, subject to the liquidation costs to be taken into account and subject to the guaranteed equal treatment of shareholders, to request the redemption of their shares. The Board of Directors may however determine a different procedure, in the interest of the shareholders of the sub-fund(s) and/or of the share classes of sub-fund(s).

Any sums and assets of the sub-fund and/or share class that are not paid out following liquidation shall be deposited as soon as possible at the "Caisse de Consignation" to be held for the benefit of the persons entitled thereto.

The liquidation of a sub-fund shall not involve the liquidation of another sub-fund. Only the liquidation of the last remaining sub-fund of the Company involves the liquidation of the Company.

Irrespective of the Board of Directors' rights, the general meeting of shareholders in a sub-fund and/or share class of sub-fund may reduce the company's capital at the proposal of the Board of Directors by withdrawing shares issued by a sub-fund and refunding shareholders with the net asset value of their shares, taking into account actual realization prices of investments and realization expenses and any costs arising from the liquidation) calculated on the Valuation Date on which such decision shall take effect. The net asset value is calculated for the day on which the decision comes into force, taking into account the proceeds raised on disposing of the sub-fund's assets and any costs arising from this liquidation. No quorum (minimum presence of shareholders covering the capital represented) is required for a decision of this type. The decision can be made with a simple majority of the shares present or represented at the general meeting.

Shareholders in the relevant sub-fund and/or share class will be informed of the decision by the general meeting of shareholders to withdraw the shares or of the decision of the Board of Directors to liquidate the sub-fund and/or share class by means of a publication as required by law. In addition and if necessary in accordance with the statutory regulations of the countries in which shares in the company are sold, an announcement will then be made in the official publications of each individual country concerned.

The counter value of the net asset value of shares liquidated which have not been presented by shareholders for redemption will be deposited with the custodian bank for a period of six months and after that period, if still not presented for redemption, at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg until expiry of the period of limitation on behalf of the persons entitled thereto. All redeemed shares shall be cancelled by the Company.

In addition, if a master UCITS is liquidated, divided into two or more UCITS or merged with another UCITS, the feeder UCITS shall also be liquidated, unless the CSSF approves:

- a) the investment of at least 85 % of the assets of the feeder UCITS in units of another master UCITS; or
- b) the amendment of the articles of incorporation of the feeder UCITS in order to enable it to convert into a sub-fund which is not a feeder UCITS.

Without prejudice to specific national provisions regarding compulsory liquidation, the liquidation of a master UCITS shall take place no sooner than three months after the master UCITS has informed all of its share- or unitholders and the CSSF of the binding decision to liquidate.

25.2 Mergers of the Company or of sub-funds with another UCITS or sub-funds thereof; Mergers of one more sub-funds

"Merger" means an operation whereby:

- a) one or more UCITS or sub-funds thereof, the "merging UCITS", on being dissolved without going into liquidation, transfer all of their assets and liabilities to another existing UCITS or a sub-fund thereof, the "receiving UCITS", in exchange for the issue to their shareholders of shares of the receiving UCITS and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those shares;
- b) two or more UCITS or sub-funds thereof, the "merging UCITS", on being dissolved without going into liquidation, transfer all of their assets and liabilities to a UCITS which they form or a sub-fund thereof, the "receiving UCITS", in exchange for the issue to their shareholders of shares of the receiving UCITS and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those shares;
- c) one or more UCITS or sub-funds thereof, the "merging UCITS", which continue to exist until the liabilities have been discharged, transfer their net assets to another sub-fund of the same UCITS, to a UCITS which they form or to another existing UCITS or a sub-fund thereof, the "receiving UCITS".

Mergers can be performed in accordance with the form, modalities and information requirements provided for by the 2010 Law; the legal consequences of mergers are governed by and described in the 2010 Law.

Under the same circumstances as provided in Article 25.1 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any sub-fund and/or share class to those of another existing sub-fund and/or share

class within the Company or to another Luxembourg undertaking for collective investment in transferable securities subject to Part I of the 2010 Law or to another sub-fund and/or share class within such other undertaking for collective investment in transferable securities subject to Part I of the 2010 Law or, in accordance with the provisions of the 2010 Law, to a foreign undertaking for collective investment in transferable securities or sub-fund and/or share class thereof (the "new sub-fund") and to re-designate the shares of the relevant sub-fund or share class concerned as shares of another sub-fund and/or share class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

Under the same circumstances as provided in Article 25.1 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors may decide to reorganise a sub-fund and/or share class by means of a division into two or more sub-funds and/or share class. Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new sub-fund) one month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the shareholders to request redemption or conversion of their shares free of charge during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, the reorganisation of sub-funds and/or share class within the Company (by way of a merger or division) may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the relevant sub-fund(s) and/or share class (i.e.: in the case of a merger, this decision shall be taken by the general meeting of the shareholders of the contributing sub-fund and/or share class). For both mergers and divisions of sub-funds, or share class, there shall be no quorum requirements for such general meeting and it will decide upon such a merger or division by resolution taken with the simple majority of the shares present and/or represented, except when such a merger is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign-based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only upon such shareholders who will have voted in favour of such amalgamation

Where a sub-fund has been established as a master UCITS, no merger or division of shall become effective, unless the sub-fund has provided all of its shareholders and the competent authorities of the home member state of the feeder-UCITS with the information required by law, by sixty days before the proposed effective date. Unless the competent authorities of the home member state of the feeder-UCITS have granted approval to continue to be a feeder-UCITS of the master UCITS resulting from the merger or division of the relevant sub-fund, the relevant sub-fund shall enable the feeder-UCITS to repurchase or redeem all shares in the relevant sub-fund before the merger or division of the relevant sub-fund becomes effective.

The shareholders of both the merging UCITS and the receiving UCITS have the right to request, without any charge other than those retained by the UCITS to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares or, where possible, to convert them into shares in another UCITS with similar investment policy and managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding. This right shall become effective from the moment that the shareholders of the merging UCITS and those of the receiving UCITS have been informed of the proposed merger and shall cease to exist five working days before the date for calculating the exchange ratio.

The Company may temporarily suspend the subscription, repurchase or redemption of shares, provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

The entry into effect of the merger shall be made public through all appropriate means provided for by the competent authorities in the home member state of the receiving UCITS established in Luxembourg and shall be notified to the competent authorities of the home member states of the receiving UCITS and the merging UCITS. A merger which has taken place in accordance with the provisions of the 2010 Law cannot be declared null and void.

25.3 Conversions of existing sub-funds in feeder UCITS and changes of sub-funds established as master UCITS

For conversions of existing sub-funds in feeder UCITS and a change of the master UCITS the shareholders must be provided with the information required by the 2010 Law within the periods of time prescribed by law. The shareholders are entitled to redeem their shares in the relevant sub-funds free of charge within thirty (30) days thereafter, irrespective of the costs of the redemption.

Art. 26. Financial year. Each year, the Company's financial year begins on 1 June and ends on 31 May.

Art. 27. Distributions. The Board of Directors may decide to pay an interim dividend in accordance with the provisions of the 2010 Law.

The appropriation of annual income and any other distributions is determined by the general meeting upon proposal by the Board of Directors.

The distribution of dividends or other distributions to shareholders in a sub-fund or share class is subject to prior resolution by the shareholders in this sub-fund or share class.

Dividends that have been fixed are paid out in the currencies and at the place and time determined by the Board of Directors. An income equalisation amount will be calculated so that the distribution corresponds to the actual income entitlement.

The Board of Directors is authorised to suspend the payment of distributions. At the proposal of the Board of Directors, the general meeting of shareholders may decide to issue bonus shares as part of the distribution of net investment income and capital gains.

E. Concluding provisions

Art. 28. Custodian bank. To the extent required by law, the Company will enter into a custodian bank agreement with a bank as defined in the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

The custodian bank will fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law and the agreement entered into with the Company.

Should the custodian bank wish to resign, the Board of Directors will mandate another bank within two months to take over the functions of the custodian bank. Thereupon, the members of the Board of Directors will appoint this institution as custodian bank in place of the resigning custodian bank. The members of the Board of Directors have the powers to terminate the function of the custodian bank but may not give notice to the custodian bank of such termination unless and until a new custodian bank has been appointed pursuant to this Article to take over the function in its place.

Art. 29. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof, in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 30. Liquidation of the Company. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and the compensation. The liquidator(s) must be approved by the CSSF.

The net proceeds of the liquidation of each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the shareholder(s) of the relevant sub-fund in proportion to the number of shares which it/they hold in that sub-fund. The amounts not claimed by the shareholder(s) at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg. If these amounts are not claimed before the end of the period of legal limitation, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 31. Changes to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be expanded or otherwise amended by the general meeting. Amendments are subject to the quorum and majority requirements in the provisions of the 1915 Law.

Art. 32. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2010 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: B. WACKER, N. SCHANK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2011. Relation: LAC/2011/28050. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 juillet 2011.

Référence de publication: 2011109047/1166.

(110125007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2011.

2L import, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8813 Bigonville, 17, rue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 149.087.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A.R.L.
Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN
Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2011090099/12.

(110098974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

European Retail Venture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 109.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European Retail Venture S.A.
Signature

Référence de publication: 2011090136/11.

(110100301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

EIK Financiële Maatschappij S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 63.290.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090137/10.

(110100311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Entreprise Serge Bressaglia Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4959 Bascharage, 2, Zone Artisanale Am Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 62.208.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090139/10.

(110100246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Hasparen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 149.502.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090153/10.

(110100312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Icarus Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 3, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 117.172.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011090159/10.

(110100257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Icarus Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 3, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 117.172.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011090160/10.

(110100259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

International Toys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 148.290.

Le bilan du 9 septembre 2009 au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2011.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011090158/13.

(110100265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Immofund S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 133.959.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090162/10.

(110100309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Landmark Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 146.681.

Le bilan au 30 juin 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2011090168/13.

(110100558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Longridge Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 149.681.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090172/10.

(110100305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

Boord-Laman S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 151.749.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090257/10.

(110101886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Bull's-Eye Property Lux II SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.026.

Le Bilan au 31.12.2010 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21/06/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011090258/10.

(110101246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Bull's-Eye Property Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 138.135.

Le Bilan au 31.12.2010 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21/06/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011090259/10.

(110101244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

GSC European CDO II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 102.919.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 2011.

TMF Management Luxembourg S.A.

Signatures

Domiciliataire

Référence de publication: 2011090150/13.

(110100275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2011.

BB Groupe S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 2.200.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 78.820.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090260/10.

(110101817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Hi-Q Labs, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 88, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 129.298.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090354/10.

(110102009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Hilcrest LX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 153.814.

Le Bilan du 22 juin au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011090355/10.

(110101662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Hutchison Asia Telecommunications Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 114.959.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011090356/10.

(110101330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Nayhe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 115.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Nayhe S.à r.l.

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2011091067/13.

(110102591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2011.

Extravagance S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 133.093.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011089741/10.

(110101079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Fairacre Plus 1 (Lux) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 124.751.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Fairacre Plus 1 (Lux) S.à.r.l.**Un mandataire*

Référence de publication: 2011089742/12.

(110101069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Fiduciaire Générale de Marnach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 97.209.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011089749/10.

(110101554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Fiduciaire Générale du Nord S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 92.717.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011089750/10.

(110101553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Fera Investment S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 80.000,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 114.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011089757/11.

(110101177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.